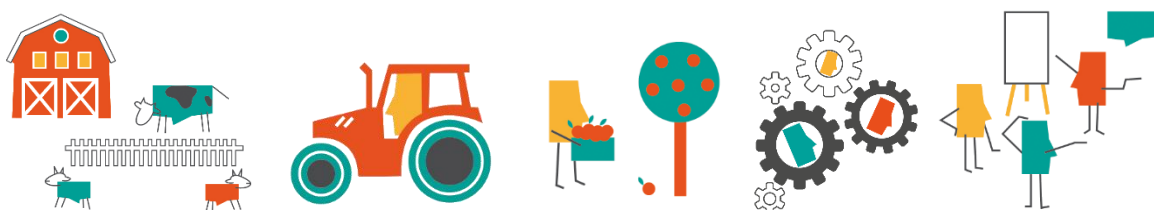


Étude sur l'économie des exploitations agricoles du territoire de l'Adour amont

*Description des exploitations présentes
sur le territoire*

*Lien entre irrigation et santé financière
des exploitations agricoles*



Janvier 2022

Avec le soutien financier de :

RÉSUMÉ

Cadrage

Le bassin amont de l'Adour est situé sur les départements des Hautes-Pyrénées, du Gers et des Pyrénées Atlantiques. A partir de 2018, Institution Adour a engagé l'élaboration d'un projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) sur cette partie du bassin. Le CERFRANCE a été sollicité dans le **cadre de la phase de diagnostic** afin d'apporter des éléments aux demandes suivantes :

- Une description des exploitations agricoles du territoire et des chefs d'exploitations
 - Une remontée des données économiques de ces exploitations en fonction de leur accès à l'eau
- ➔ *Dans le but de définir s'il existe un lien entre irrigation et santé financière de ces exploitations et si elle influe sur le potentiel de reprenabilité.*

Méthode

L'étude est basée sur l'extraction et l'analyse des données comptables de 458 exploitations réparties sur le territoire sur 3 campagnes : 2017, 2018 et 2019.

Cette période d'observation ne présente pas d'année favorable pour le cours des céréales, qui est la production majoritaire sur le territoire avec le maïs notamment.

Le contexte climatique sur ces 3 années n'est pas plus avantageux : le déficit hydrique observé dans le périmètre a impacté les exploitations, et les contraintes de prélèvement de la ressource pour l'irrigation ont limité les potentiels de rendement.

Il faut avoir conscience que les données observées sont également la conséquence de ces 2 facteurs. Le territoire a été préalablement découpé en 4 régions homogènes aux caractéristiques pédoclimatiques propres, afin de ne pas comparer des contextes où l'irrigation est peu/pas présente (car non nécessaire) avec des situations où elle est davantage répandue.

Conclusions principales

Les données obtenues disposent de meilleurs revenus disponibles et des santé financières plus sereines lorsque l'irrigation est présente. On observe toutefois des effets seuils à bien appréhender selon les régions.

L'irrigation permet l'accès aux cultures sous contrat qui sont génératrices de revenus complémentaires, mais ici encore, la stratégie des exploitations selon les secteurs influe sur l'économie. En effet, l'impact des cultures sous contrat n'est pas comparable entre une exploitation de plaine de plus de 100ha où elles représentent moins de 10ha, et une exploitation de coteaux de 75ha où elles comptent pour 50% de la SAU.

Le focus sur les grandes cultures met en évidence que l'irrigation demeure cruciale même pour les exploitations d'élevage en participant à la sécurisation de la production fourragère ce qui permet de maîtriser la charge alimentaire.

Une approche spécifique pour les exploitations en Agriculture Biologique n'a pas pu être menée car le nombre d'exploitations converties avant 2012 n'était pas suffisant (date charnière de 2012 afin de prendre en compte les aides à la conversion sur 5 ans).

La viabilité et la reprenabilité des exploitations s'apprécient avec l'irrigation. Toutefois, plus l'irrigation est présente et plus les exploitations sont importantes et investissent ce qui fait progresser leur valeur. Ce qui implique une préparation de la transmission de ces exploitations dans un cadre familial, mais freine la reprise par des jeunes agriculteurs (JA) non familiaux.

TABLE DES MATIERES - SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| Liste des sigles et abréviations / Glossaire | 3 |
| Présentation du réseau CERFRANCE et du CERFRANCE Hautes-Pyrénées | 5 |
| I/ MÉTHODOLOGIE | 6 |
| A / Périmètre géographique de l'étude | 6 |
| B / Mission et objectifs de la demande | 6 |
| C / Cadre de l'analyse et critères observés | 7 |
| D / Méthodologie générale | 10 |
| E / Limites de la méthode et points de vigilance | 11 |
| II/ DESCRIPTION DE L'ECHANTILLON | 13 |
| A / Représentativité | 13 |
| B / Description générale de l'échantillon | 15 |
| III/ RÉSULTATS & INTERPRÉTATIONS | 21 |
| A / Résultats Généraux | 21 |
| B / Grandes Cultures | 28 |
| C / Cultures sous contrat | 32 |
| D / Agriculture Biologique | 36 |
| E / Reprenabilité | 38 |
| IV/ CONCLUSIONS | 42 |
| ANNEXES | 46 |

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

PTGE : Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau

PT3A : Projet de Territoire pour la gestion de l'eau de l'Adour en Amont d'Aire-sur-l'Adour

SAU : Surface Agricole Utile. La SAU est une notion normalisée dans la statistique agricole européenne. Elle comprend les terres arables (y compris les jachères et les prairies temporaires), les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers). Elle diffère de la SAT (Surface Agricole Totale) qui comprend les bois et forêts.

Ha : Hectare. Unité de mesure de superficie utilisée en agriculture. 1 ha correspond à 10 000 m² soit l'équivalent d'une surface carrée de 100 m de côté.

EPCI : Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

MO : Main d'Œuvre

UTH : Unité de Travail Humain. 1 UTH correspond à une personne travaillant à temps complet sur une exploitation sur une année entière.

UTH F : Unité de Travail Humain Familial. Correspond à la MO non salariée de l'exploitation, donc celle qui est à rémunérer avec le Revenu Disponible dégagé par cette dernière.

SIG : Soldes Intermédiaires de Gestion. Ils permettent d'analyser le résultat d'une entreprise en le décomposant en plusieurs indicateurs.

EBE : Excédent Brut d'Exploitation. Critère de rentabilité économique d'une ferme. Cette valeur doit permettre de rembourser les annuités de l'entreprise, rémunérer le/les exploitants et consolider la trésorerie.

TNG : Trésorerie Nette Globale

EMLT : Emprunt Moyen Long Terme. Emprunts d'une durée supérieure à 2 ans.

CT : Court Terme.

OC : Ouverture de Crédit. Ligne de crédit plafonnée obtenue auprès d'un établissement financier ou d'une coopérative et qui permet de financer les approvisionnements de la campagne ou un cycle de production

Dettes CT = dettes exigibles à moins d'1 an (ex : dettes fournisseurs).

PAC : Politique Agricole Commune.

DPB : Droit à Paiement de Base. Racine minimale des aides du 1^{er} pilier de la PAC.

CAHT : Chiffre d'Affaires Hors Taxes. Somme des ventes réalisées par une entreprise sur une période donnée, hors TVA.

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée.

AB : Mode de production en Agriculture Biologique

KP : Capitaux Propres d'une entreprise. Ils correspondent à la valeur nette de l'entreprise, c'est-à-dire la totalité de ses actifs moins les dettes.

Quartile : chacune des 3 valeurs qui divisent les données en 4 parts égales, de sorte que chaque partie obtenue représente $\frac{1}{4}$ de la population

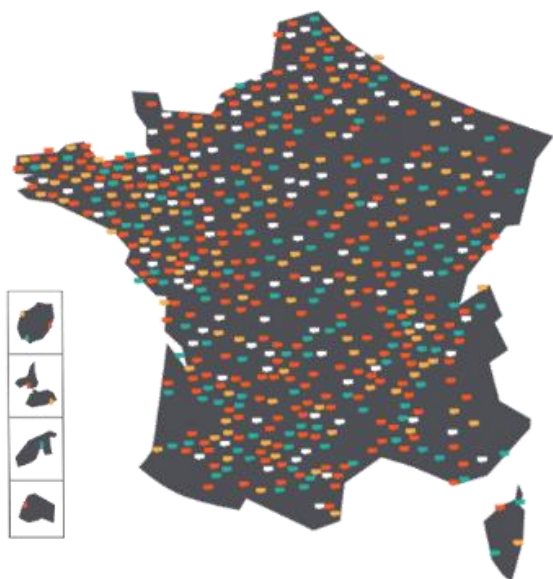
JA : Jeune Agriculteur

RFU : Réserve Facilement Utilisable. Mesurée en mm, c'est la réserve d'eau mobilisable par la plante dans un sol. Elle dépend de la composition de ce dernier (sable / limon / argile + le taux de matière organique).

Quand la RFU est vide, le sol est sec. La plante ne peut plus prendre d'eau ni de nutriments.

Quand elle est saturée, tout apport supplémentaire (pluie ou irrigation) est perdu.

LE CERFRANCE

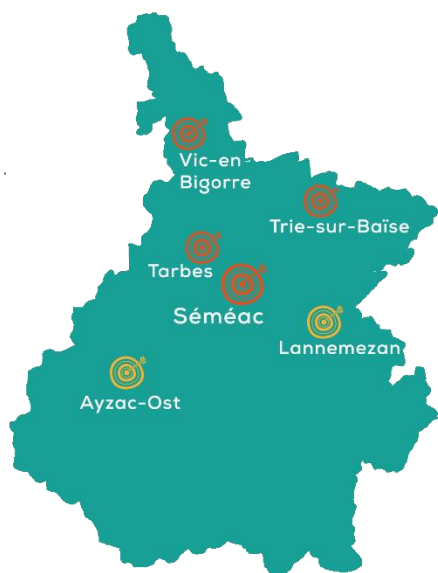


CERFRANCE est le 1^{er} réseau associatif de conseil et d'expertise comptable en France.

Ses 700 agences réparties sur le territoire national garantissent une forte proximité géographique et culturelle avec les acteurs économiques locaux.

L'ensemble des entités départementales et régionales constitue un réseau administré par des clients élus, et fédéré au niveau national par le conseil national.

Les premiers **Centres d'Economie Rurale** (CER) sont créés dans les années 1950 pour permettre aux exploitations agricoles de mesurer et de comparer leurs performances technico-économiques. Ils ont ensuite évolué afin de répondre aux exigences réglementaires (expertise comptable, paie & social, environnement) et aux besoins en conseil des dirigeants (transmissions, accompagnement juridique, études de rentabilité).



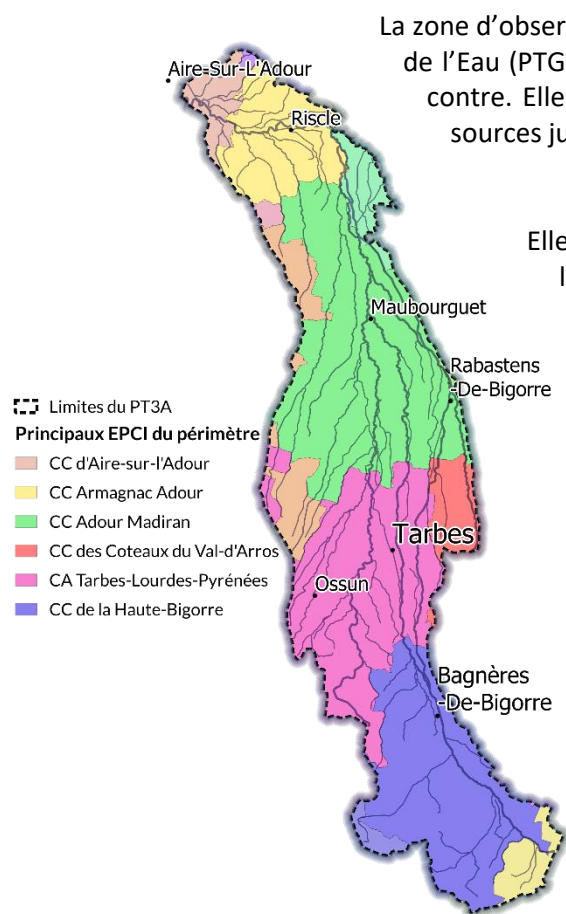
Le CERFRANCE Hautes-Pyrénées dispose de 4 agences et 2 permanences réparties sur le département.

Il suit plus de **1 800 adhérents**, dont **75% ont une activité agricole ou para-agricole**.

L'organisme dispose d'un service « Etudes et Références » qui extrait les données issues des comptabilités afin notamment d'en analyser les évolutions.

I/ MÉTHODOLOGIE

A/ Périmètre géographique de l'étude



La zone d'observation est celle du Projet de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) Adour Amont telle que présentée dans la carte ci-contre. Elle couvre la 1^{ère} moitié de l'Adour sur 150 km, de ses sources jusqu'à Aire-sur-l'Adour.

Elle s'étend sur 3 départements et couvre 1 570 km² mais la Surface Agricole Utile (SAU) du territoire avoisine les 100 000 ha pour un total de 2 200 exploitations (d'après le recensement agricole de 2020). Cet espace compte 122 000 habitants et regroupe 6 principaux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI).

Les usages économiques et touristiques de cette ressource en eau sont multiples, et l'irrigation représente une source de prélèvement importante (75% des prélèvements annuels).

B/ Mission & Objectifs de la demande

Dans le cadre du Projet de Territoire pour la gestion de l'eau de l'Adour en Amont d'Aire-sur-l'Adour, une concertation a été menée entre :

- Les professionnels de la gestion de l'eau,
- Les acteurs du monde agricole ayant recours à l'irrigation et
- La société civile

Afin d'aborder l'utilisation de l'eau sur ce bassin versant.

Le présent rapport, basé sur l'extraction des données économiques des exploitations du territoire et leur interprétation, vise à établir s'il existe un lien entre la présence d'irrigation sur les exploitations et leur niveau de viabilité. Il sera l'un des supports utilisés pour statuer sur le « bien-fondé » d'un effort collectif/public au maintien de l'irrigation.

Les objectifs fixés par le commanditaire de l'étude sont de 2 ordres :

- Obtenir une description des exploitations du territoire observé : taille, activités / productions (accès à des productions sous contrat notamment), UTH, âge moyen des exploitants, accès à l'eau...

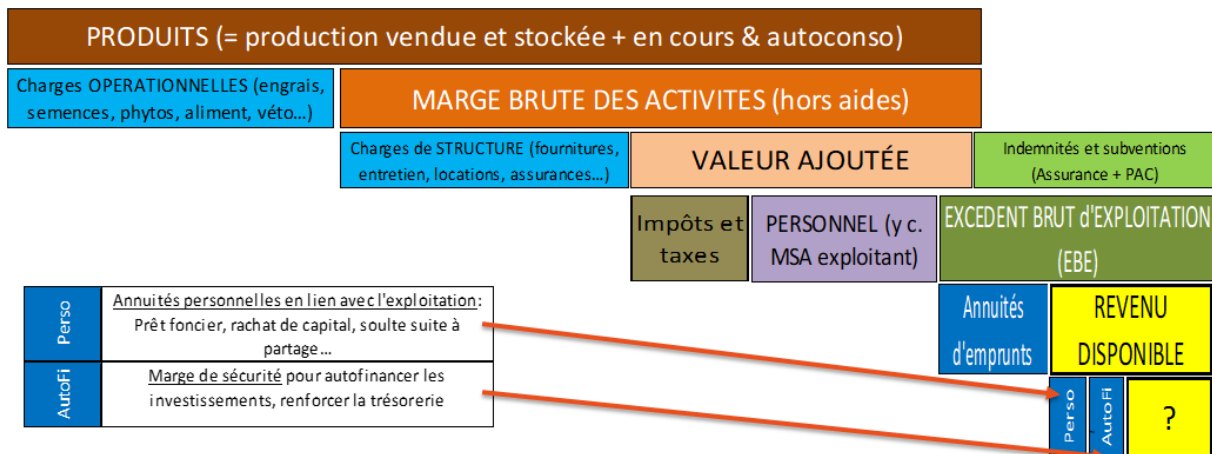
- Disposer de données économiques permettant de qualifier la santé financière des exploitations considérées, et d'en déduire, en fonction de l'accès à l'eau :
 - o Un niveau de revenu des chefs d'exploitation
 - o Un niveau de viabilité des exploitations, induisant un potentiel de reprenabilité

C/ Cadre de l'Analyse & Critères observés

En complément des données qualitatives exposées ci-dessus (SAU, productions, UTH, âge de l'exploitant), l'étude cherchera à exploiter les données comptables des exploitations présentes dans l'échantillon sous 2 aspects :

- Compte de résultat / SIG

Décomposition des principaux Soldes Intermédiaires de Gestion (SIG) afin d'aboutir au Revenu Disponible



Dans le but d'en extraire 2 indicateurs majeurs :

- o L'EBE (Excédent Brut d'Exploitation). C'est le critère de rentabilité de référence dans le monde de l'entreprise, car sa valeur doit être suffisante pour couvrir au minimum les annuités professionnelles et les besoins de prélèvements privés du/des exploitants. Le solde permettant de consolider la trésorerie ou d'autofinancer de nouveaux investissements.

EBE => mesure la rentabilité et la capacité à financer des investissements

- o Le Revenu Disponible correspond au montant résiduel après remboursement des annuités professionnelles.

Il ne peut pas être assimilé au « salaire » tel qu'on peut le comprendre communément. En effet, une partie des ressources générées peut l'être sous forme de stock (exemples : céréales récoltées non vendues ou augmentation du cheptel)

Par ailleurs, il sert également à réinvestir dans l'outil de travail ce qui réduit le potentiel de prélèvement.

Avec ce critère, on dépasse le stade de l'entreprise afin de mesurer si les ressources dégagées par l'activité permettent à l'exploitant de prélever suffisamment pour en vivre.

Revenu Disponible => mesure le niveau de vivabilité

NB : les 2 critères retenus intègrent les aides PAC perçues par les exploitations contrairement à la Valeur Ajoutée.

- Bilan

Le bilan est la photographie d'une entreprise à une date précise (date de clôture le plus souvent).

L'**actif** représente l'ensemble des moyens mobilisés par l'entreprise pour le fonctionnement de son activité, du plus immobile (actif immobilisé) au plus facilement mobilisable (actif circulant). Les principales masses sont représentées par les codes couleurs figurant dans le tableau ci-après qui présente un bilan standard agricole.

Le **passif** matérialise la manière dont est financé l'actif professionnel : soit des dettes (à plus ou moins long terme, et d'origines diverses : banque, fournisseurs, associés, Etat) soit les capitaux propres qui représentent la valeur nette de l'entreprise, possédée par le/les exploitants.

| <i>ACTIF</i> | <i>PASSIF</i> |
|---|---|
| ACTIF IMMOBILISE <u>Immobilisations</u> <ul style="list-style-type: none">- Foncier- Bâtiment- Matériel- Financier <u>Stock</u> <ul style="list-style-type: none">- Cheptel reproducteur | CAPITAUX PROPRES <ul style="list-style-type: none">- Capital social (société) OU <ul style="list-style-type: none">- Compte de l'exploitant (individuel)- Report à Nouveau- Résultat |
| ACTIF CIRCULANT <u>Stocks</u> <ul style="list-style-type: none">- Cheptel suite- Appros- Produits végétaux (Fourrages, céréales) <u>Créances</u> <ul style="list-style-type: none">- Clients- Autres (Etat/TVA) <u>Disponibilités</u> <ul style="list-style-type: none">- Banque- Caisse- Placements | DETTES <u>Financières</u> <ul style="list-style-type: none">- EMLT <ul style="list-style-type: none">- ECT- OC / découvert <u>Comptes Courants d'Associés</u> <u>Fournisseurs</u> <u>Divers</u> <ul style="list-style-type: none">- Fiscal- Social- Fermages |

Critères observés :

- Taux d'endettement = total des dettes / total de la valeur de l'entreprise

NB : le taux d'endettement s'entend ici hors comptes courants d'associés

- Trésorerie Nette = Disponibilités – banque créditrice (OC / découvert)
- Fonds de roulement = Actif Circulant – Dettes CT

Le bilan permet de faire ressortir des indicateurs qui seront utilisés dans le système de notation détaillé ci-après.

- Méthode SCORE CERFRANCE

L'analyse cumulée de certains de ces indicateurs, avec un nombre de points attribués selon l'importance qu'ils revêtent, permet d'obtenir une note de santé financière des exploitations observées => c'est la méthode SCORE, propre aux CERFRANCE, dont la matrice est la suivante :

| Indicateurs retenus | Nombre de points selon la situation du dossier | | | | |
|---------------------------|--|---------|---------|--------------|------------|
| | 400 pts | 200 pts | 100 pts | 70 pts | 0 pt |
| TNG / Produit | | | < 0 | 0 - 12% | > 12% |
| Dettes CT / Produit | | | > 30% | 20% - 30% | < 20% |
| EBE - Annuités | | < 0 | | 0 - 20 000 € | > 20 000 € |
| Capitaux Propres | < 0 | | | | > 0 |
| EBE - Annuités - P Privés | | | < 0 | 0 - 12 000 € | > 12 000 € |

Elle est utilisée par le réseau CERFRANCE pour qualifier la santé financière des exploitations (cf. revue Agriscopie publiée tous les ans). Les critères de bilan auxquels elle fait appel permettent de prendre en compte l'antériorité des événements vécus par l'entreprise, et ainsi prendre du recul par rapport à une situation particulière sur une année (rendements, prix, charges exceptionnelles).

Explication des critères retenus :






Dettes CT/ Produits : matérialise la masse des dettes à court terme de l'exploitation par rapport aux produits. Si leur proportion est trop importante, l'exploitation sera pénalisée dans son fonctionnement car elles sont exigibles à brève échéance.

EBE – Annuités : Niveau de couverture des remboursements annuels des emprunts par la création de richesse générée sur une année.

Capitaux Propres : Valeur nette de l'entreprise, qui évolue avec les résultats générés et cumulés par l'activité annuelle, ainsi que les prélèvements opérés par l'exploitant pour son foyer. S'ils sont positifs, l'exploitation est considérée en bonne santé. S'ils sont négatifs, cela traduit que l'activité n'est pas viable et/ou que l'exploitant prélève trop par rapport à la capacité contributive de l'entreprise (situation potentielle d'abus de bien social).

EBE – Annuités – Prélèvements privés : Niveau de couverture des remboursements annuels des emprunts et des prélèvements de l'exploitant par la création de richesse générée sur une année. On le considère comme satisfaisant au-delà de 12 000 € sur l'année (pas de point attribué). Il est jugé comme « tendu » entre 0 et 12 000 € et insuffisant s'il est négatif.

Légende de la classification obtenue en fonction du nombre de points :

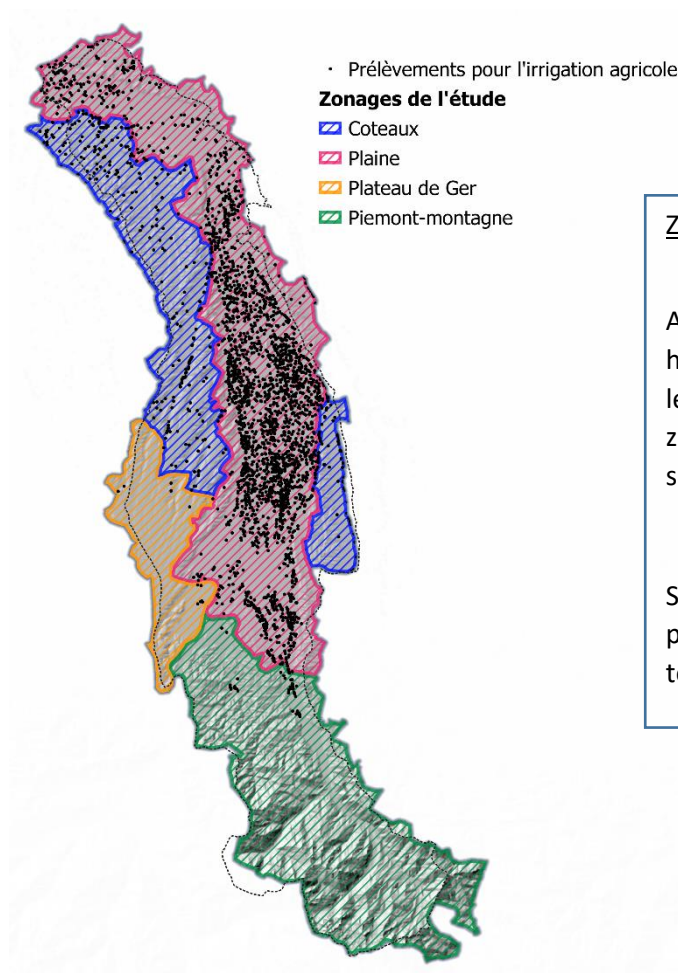
| | | | |
|-----------|---|---------------|---|
| Sérénité |  | 0 - 239 pts | Tout va bien |
| Equilibre |  | 240 - 349 pts | Quelques écarts à corriger à l'avenir |
| Alerte |  | 350 - 499 pts | Principaux indicateurs pointent des alertes -> à analyser et surveiller |
| Danger |  | 500 - 800 pts | Nécessité de redresser la situation |
| Urgence |  | > 800 pts | Situation très préoccupante / trop tard? |

D/ Méthodologie Générale

Extraction des exploitations concernées

L'extraction des exploitations est issue d'un rapprochement entre :

- Les sièges d'exploitation renseignés dans les bases de données CERFRANCE Hautes-Pyrénées et Gers (CERFRANCE Gascogne Occitane)
- et
- Les codes INSEE des communes situées dans le périmètre de l'étude défini par la partie amont du bassin.



Zonage du périmètre de l'étude

Afin de travailler avec des sous-échantillons homogènes pour le type de sol et le relief, le périmètre de l'étude a été divisé en 4 zones géographiques distinctes présentées sur la carte ci-contre :

Sur cette même carte, on aperçoit points de prélèvements pour l'irrigation agricole, toutes ressources confondues.

L'extraction à la parcelle ou en lien avec le point de prélèvement n'étant pas réalisable, l'échantillonnage a été opéré sur la base des sièges des exploitations. Cela engendre des effets de bord présentés dans le paragraphe suivant : « limites de la méthode et points de vigilance ».

Observation sur 3 campagnes

Les données comptables et financières des exploitations présentes dans l'échantillon ont été observées sur 3 campagnes (2017-2018-2019) afin de lisser les effets ponctuels de prix et de climat pouvant survenir sur 1 année.

L'exercice 2019 est la dernière année disponible au moment du lancement de l'étude. Avant 2017, les données remontées n'étaient pas exploitables et comparables à celles de l'étude du fait d'un changement de logiciel au sein du CERFRANCE Hautes-Pyrénées.

NB : fonctionnement par campagne, impliquant que la campagne 2019 comprend les dates de clôture comprises entre le 31/7/2019 et le 30/6/2020.

Autres paramètres pour la constitution des échantillons

- L'orientation technique a été retenue comme paramètre car elle conditionne des critères et normes propres à chaque production, ce qui rend les exploitations difficilement comparables entre elles.

L'orientation des exploitations observées (par exemple : grandes cultures, bovins, viticulture...) est déterminée par la production générant + de 50% du Chiffre d'Affaires hors aides PAC (orientation dominante).

Ce seuil de 50% du CA hors PAC est couramment utilisé pour catégoriser les productions. Un seuil complémentaire à plus de 75% du CA existe pour qualifier les exploitations « spécialisées » mais les commanditaires ne l'ont pas retenu pour plus de lisibilité.

- SAU Irriguée sur les exploitations : pour chaque exploitation observée, nous mettons en relation la SAU totale et la SAU irriguée communiquée par Institution Adour (source : plan annuel de répartition de l'OUGC Irrigadour). On obtient ainsi un ratio [SAU Irrigable / SAU Totale] permettant de qualifier l'importance du recours à l'irrigation pour chacune d'entre elle. Ce ratio permet ainsi de distinguer les exploitations selon la classification suivante :

| | |
|----------------|------------------------------|
| Sec | SAU Irriguée <5% SAU Totale |
| Peu Irrigants | 5% < - < 25% |
| Irrigants | 26% < - < 50% |
| Très irrigants | SAU Irriguée >50% SAU Totale |

NB : Les seuils d'irrigation retenus (<5% de la SAU, % 5% < - < 25% ...) sont arbitraires. Ils permettent un découpage en groupes homogènes et suffisamment représentatifs pour l'analyse des données. Seules les exploitations avec un niveau constant d'irrigation sur la période 2017-2019 ont été retenues.

E/ Limites de la méthode et points de vigilance

- Effet de bord des volumes prélevés

La méthode de recouplement entre les codes INSEE des communes concernées par l'étude et ceux renseignés dans les bases de données CERFRANCE induit des effets de bord qu'il convient d'expliquer :

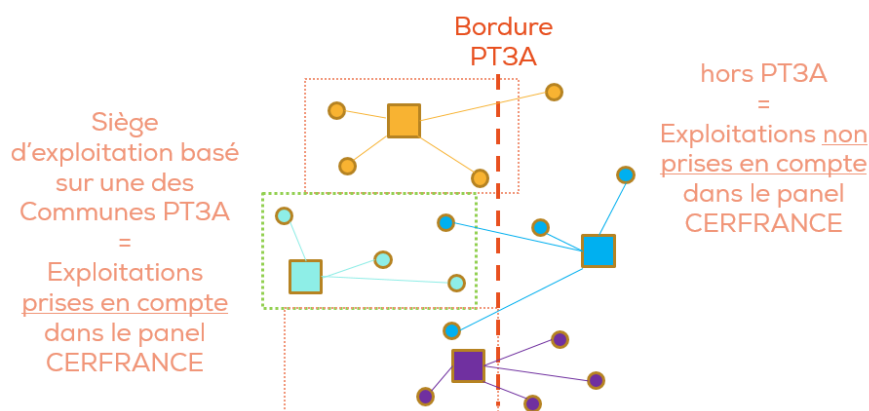




Schéma d'illustration des effets de bord des volumes prélevés

Cas 1 : Exploitations dont le siège est situé dans la zone d'étude mais pour lesquelles un ou plusieurs points de prélèvement sont hors zone (cas  et  du schéma)

Cas 2 : Exploitations dont le siège ne se situe pas dans la zone d'étude mais qui disposent de points de prélèvements dans la zone d'observation (cas )

Pour pallier ces observations, 2 approches ont été envisagées :

- Ne prendre en compte que les points de prélèvement présents sur le PT3A : cette approche a le mérite de la précision, mais ne correspond pas avec l'analyse réalisable par le CERFRANCE qui ne peut travailler qu'à l'échelle de l'exploitation
- Prendre la totalité des exploitations disposant au moins d'un point de prélèvement sur le PT3A : réalisable mais étend l'étude bien au-delà du territoire concerné, avec un risque de dilution des données ce qui les rendra moins représentatives.

Le groupe de travail, en accord avec Institution Adour, a retenu un scénario intermédiaire entre ces 2 approches : ne retenir que les exploitations dont le siège social est sur le PT3A.

- Volume d'activité et Chiffre d'Affaires des exploitations retenues

Afin de disposer de l'exhaustivité des données demandées, tant qualitatives (UTH, SAU, productions) que comptables (issues des bilans et comptes de résultat établis), nous avons dû nous restreindre aux données issues des exploitations relevant du régime fiscal du réel agricole, c'est-à-dire dont le chiffre d'affaires moyen sur 2 ans est supérieur à 85 800 € HT.

Les exploitations figurant dans le groupe d'étude et présentant un CAHT inférieur à ce seuil sont au réel sur option.

A noter : le territoire abrite un nombre d'exploitants double actifs que nous n'avons pas pu identifier et donc quantifier.

- Pertinence de la période d'observation

La période d'observation sur les campagnes 2017, 2018 et 2019 ne présente pas d'année favorable en termes de cours des céréales, cultures majoritaires sur ce territoire notamment avec le maïs qui est prépondérant.



Il faut donc avoir à l'esprit que certaines situations financières dégradées, surtout pour les exploitations spécialisées en grandes cultures, pourront être la conséquence de cette conjoncture.

II/ DESCRIPTION DE L'ÉCHANTILLON

A/ Représentativité

- Nombre d'exploitations

Suite à l'extraction des exploitations concernées faisant partie de la base de données, on obtient un échantillon d'étude de 458 exploitations réparties comme suit entre le Gers et les Hautes-Pyrénées :

Nombre d'exploitations composant l'échantillon d'étude

| | <u>Origine</u> <u>CERFRANCE</u> <u>65</u> | <u>Origine</u> <u>CERFRANCE</u> <u>32</u> | <u>TOTAL</u> |
|-------------------------|---|---|--------------|
| Plateau de Ger | 41 | 3 | 44 |
| Coteaux | 57 | 71 | 128 |
| Piémont-Mont. | 32 | | 32 |
| Plaine | 150 | 104 | 254 |
| TOTAL Exploitat° | 280 | 178 | 458 |

NB : les 3 exploitations renseignées à « Gers » sur le Plateau de Ger signifie qu'elles ont été remontées par le CERFRANCE Gascogne Occitanie.

Les exploitations sont majoritairement concentrées sur la zone de plaine (55%) et dans les coteaux (28%).

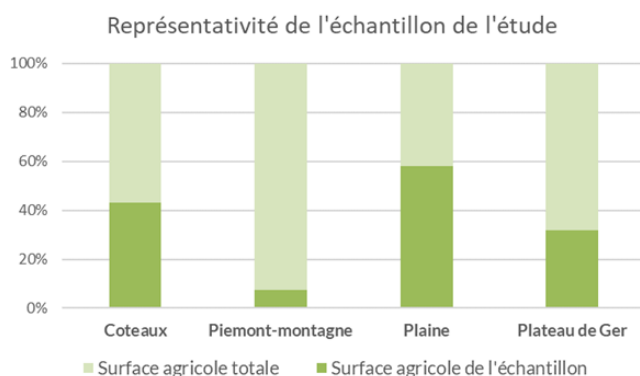
- SAU représentée

Total des SAU considérées (en Ha)

| | <u>Origine</u> <u>CERFRANCE</u> <u>65</u> | <u>Origine</u> <u>CERFRANCE</u> <u>32</u> | <u>TOTAL</u> |
|------------------|---|---|---------------|
| Plateau de Ger | 2 255 | 51 | 2 306 |
| Coteaux | 4 001 | 4 638 | 8 639 |
| Piémont-Mont. | 1 986 | | 1 986 |
| Plaine | 12 941 | 8 380 | 21 321 |
| TOTAL SAU | 21 183 | 13 069 | 34 252 |

34% de la SAU du territoire

La zone d'étude couvrant environ 100 000 ha de SAU, l'échantillon représente 34% de la SAU globale. Par ailleurs, les exploitations de l'échantillon représentent 30% de l'autorisation globale du territoire.



Dans la lignée du nombre d'exploitations recensées par secteur, la représentativité est jugée correcte à bonne pour le Plateau de Ger, les Coteaux et la Plaine, mais très faible en Piémont-Montagne.

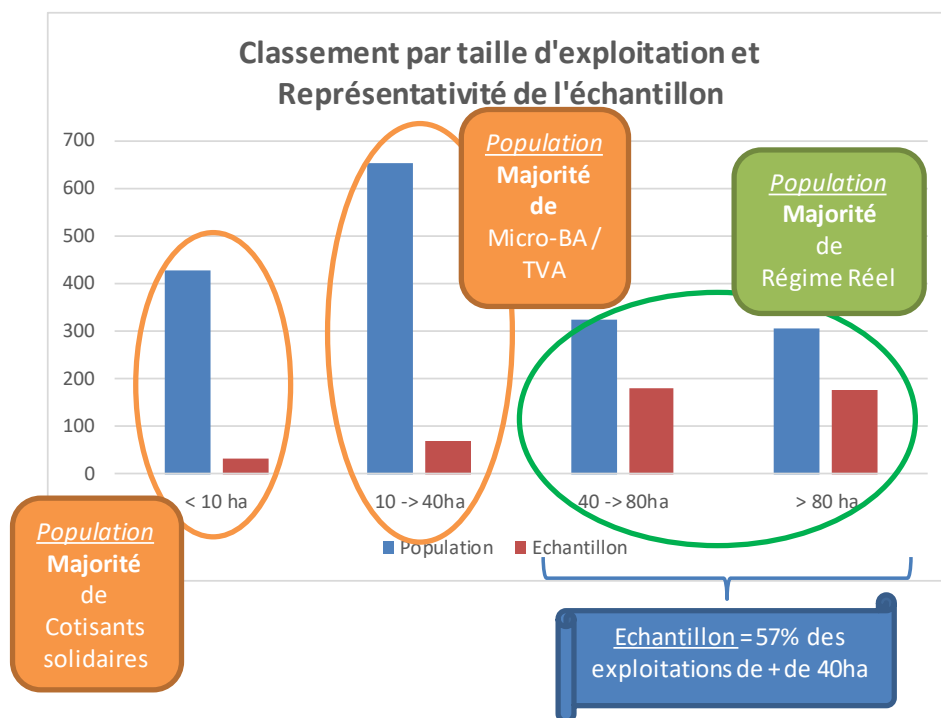
La représentativité de la zone Piémont-Montagne ne sera finalement pas un obstacle étant donné qu'aucune des exploitations remontées dans ce secteur ne pratique l'irrigation.

- Représentativité par taille

Pour les raisons d'accès aux données requises afin de mener à bien l'étude, l'échantillon est composé d'exploitations réalisant un CAHT annuel supérieur à 85 800 €HT (pour une large majorité).

Cela se traduit par un niveau de représentativité élevé parmi les exploitations de plus de 40ha recensées dans le périmètre, mais par une sous-représentation des exploitations à l'activité faible et/ou de SAU plus modeste.

Cela explique également le faible niveau de représentativité observé en Piémont-Montagne, la plupart des exploitations relevant du régime fiscal du MicroBA.



Enfin, le nombre d'exploitations présentes permet de constituer des effectifs suffisamment pertinents et comparables.

Rappel SAU moyenne en France : 69 ha.

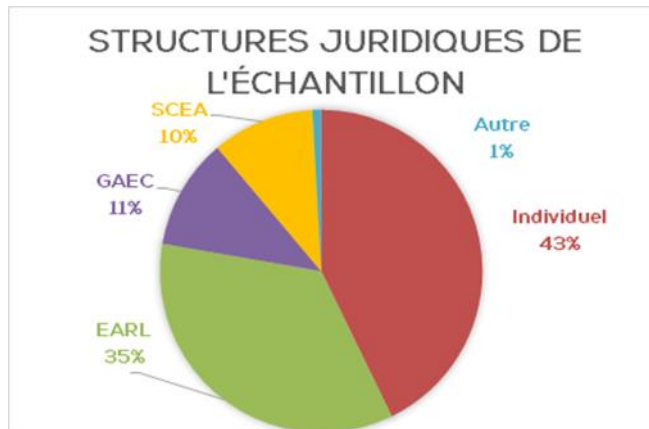
B/ Description générale de l'échantillon

La description de l'échantillon se fera en 2 temps :

- 1/ Une 1^{ère} partie générale, à l'échelle du territoire, qui servira de base de référence
- 2/ Puis un **zoom par petite région** afin d'en cerner les caractéristiques

- Structures Juridiques et Productions représentées

Représentativité des structures juridiques des exploitations



43% des exploitations de l'échantillon sont en Entreprise Individuelle contre 56% en société.

Le lien n'est pas automatique, mais les sociétés disposent fréquemment de plusieurs associés (exploitants ou non).

Le format sociétaire est un statut facilitant pour la transmission d'une exploitation car il permet d'y procéder par étapes.

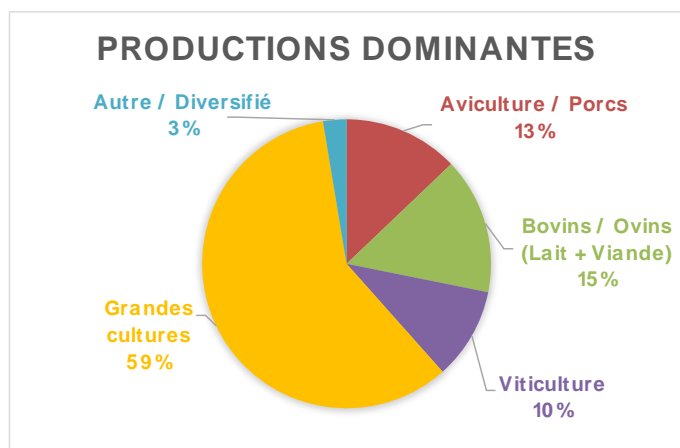
Autre : SARL, Indivision, GFA Exploitant

Les grandes cultures sont la production dominante la plus représentée parmi les exploitations de l'échantillon.

Elles sont majoritaires sur l'ensemble du territoire à l'exception du piémont-montagne.

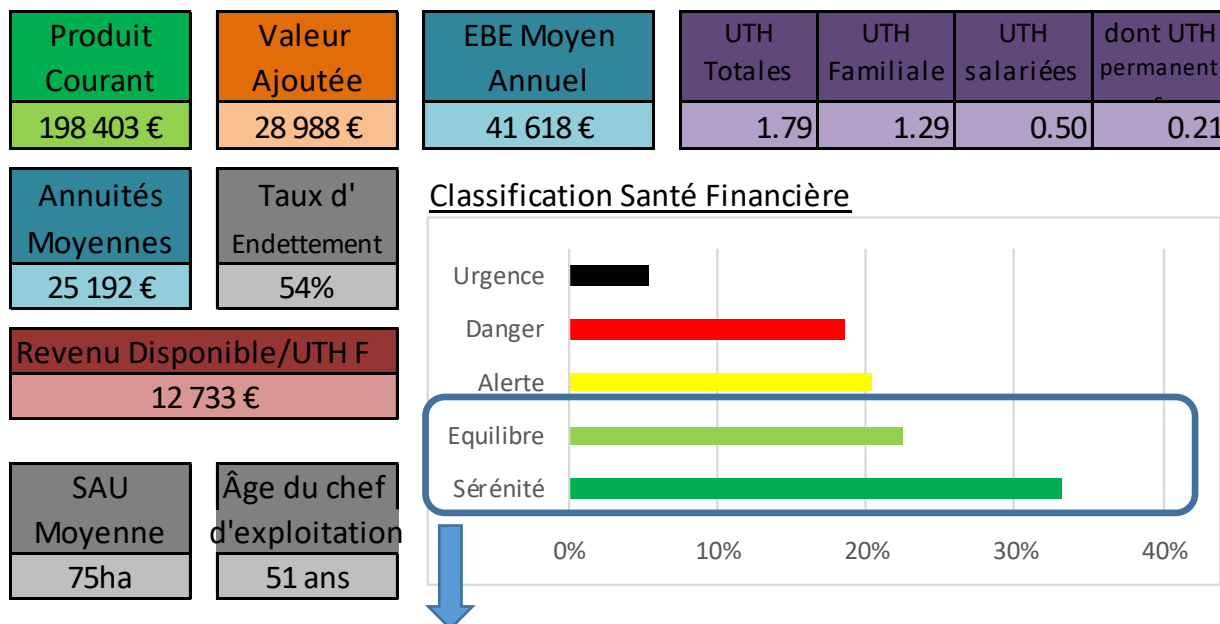
L'élevage bovins-ovins est très présent en montagne et bien représenté sur le plateau de Ger.

La viticulture est très concentrée dans les coteaux (surtout le Gers).



Autre / Diversifié : pas de production dominante + Maraichage / Horticulture

- Données économiques et santé financière



55% des exploitations de l'échantillon sont en situation financière bonne à très bonne.

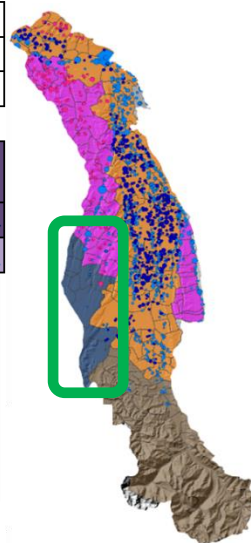
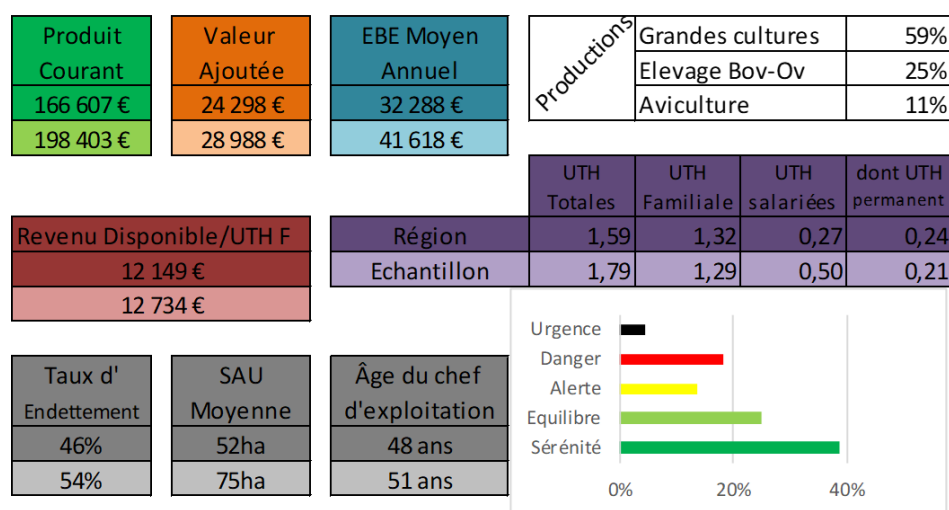
L'objet de la présente étude sera de vérifier s'il existe un lien entre le recours à l'irrigation et la santé financière des exploitations observées.

NB : lorsqu'une société présente 2 Associés Exploitants, c'est l'âge du plus jeune qui est retenu (considérant que l'entreprise poursuivra son activité jusqu'à la fin de sa carrière).

NB 2 : le nombre d'UTH indiqué correspond aux chefs d'exploitation + la MO salariée directement par l'exploitation. Le recours à un GE (Groupement d'Employeur) ou au SRA (Service de Remplacement Agricole) sont comptabilisés en achats de prestations. Il s'agit donc d'un minimum.

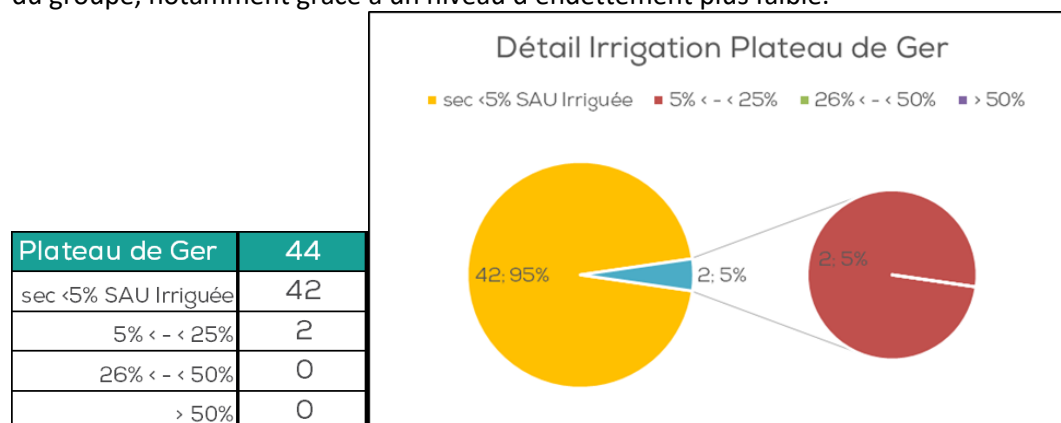
- Détail à la petite région

Plateau de GER



Exploitations orientées majoritairement en grandes cultures, mais avec une forte présence d'élevage (ruminants : bovins lait et bovins viande ; hors sol).

Densité des exploitations plus importante que sur le reste du territoire : tailles d'exploitation les plus restreintes (52ha de taille moyenne contre 75ha pour le groupe), d'où des valeurs absolues de produits, valeur ajoutée et EBE plus faibles. Toutefois, le revenu disponible à l'UTH est dans la moyenne du groupe, notamment grâce à un niveau d'endettement plus faible.



Comme le laissait présager les points de prélèvement sur la carte, l'irrigation est très peu présente parmi les exploitations du plateau de Ger : seulement 2 sur les 44 remontées y ont recours, et sur une petite partie de leur SAU.

Cette zone a moins intérêt à faire appel à l'irrigation de par les caractéristiques du sol dont elle dispose : terres noires profondes avec un taux de matière organique plus important, ce qui lui octroie un potentiel de rétention et donc une RFU (Réserve Facilement Utilisable) plus conséquente.

Rappel RFU :

- 60 à 90 mm sur le plateau de Ger et zone Latrille/Garlin
- 45 à 60 mm en vallée de l'Adour
- 25 à 30 mm sur sable dans les Landes

Piémont – Montagne

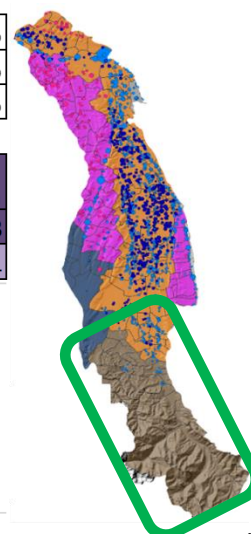
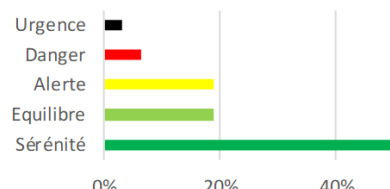
| Produit | Valeur | EBE Moyen |
|-----------|----------|-----------|
| Courant | Ajoutée | Annuel |
| 144 826 € | -7 543 € | 41 395 € |
| 198 403 € | 28 988 € | 41 618 € |

| Productions | Elevage Bov-Ov | 72% |
|-------------|------------------|-----|
| | Grandes cultures | 13% |
| | Aviculture | 9% |

| Revenu Disponible/UTH F |
|-------------------------|
| 16 443 € |
| 12 734 € |

| | UTH Totales | UTH Familiale | UTH salariées | dont UTH permanen |
|-------------|-------------|---------------|---------------|-------------------|
| Région | 1,49 | 1,31 | 0,18 | 0,13 |
| Echantillon | 1,79 | 1,29 | 0,50 | 0,21 |

| Taux d'Endettement | SAU Moyenne | Âge du chef d'exploitation |
|--------------------|-------------|----------------------------|
| 39% | 62ha | 47 ans |
| 54% | 75ha | 51 ans |



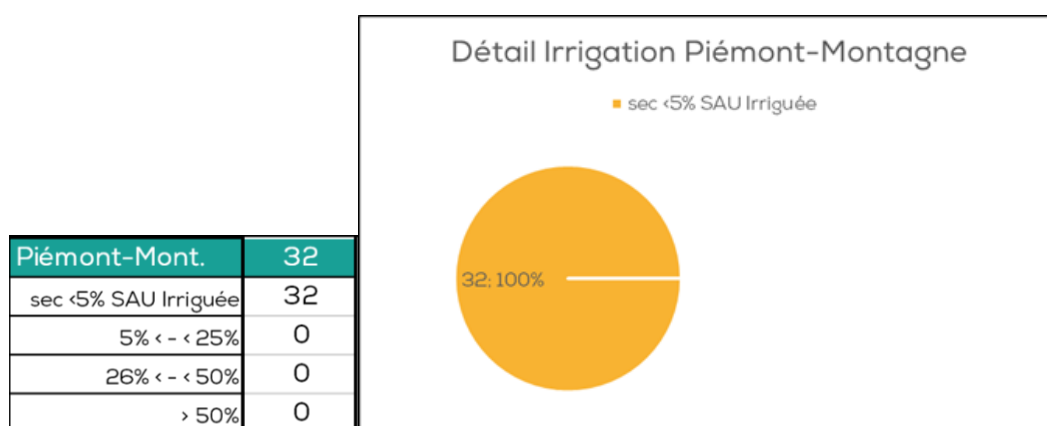
L'orientation technico-économiques de plus des 2/3 des exploitations de ce secteur est sans surprise l'élevage.

La taille des exploitations est également en deçà de la moyenne du groupe, mais cette SAU remontée ne comprend pas la surface d'estive pratiquée par certaines d'entre elles (SAU complémentaire basée sur le nombre d'UGB présents couplés à leur temps de présence en estive).

Leur niveau de Produit Courant et de Valeur Ajoutée sont les plus faibles, mais l'EBE reste conforme au groupe et le revenu disponible / UTHF est même le meilleur des 4 régions (effet des subventions PAC dans cette zone). Cette situation de dépendance aux subventions peut représenter un risque non négligeable en cas de changement d'orientation des programmes PAC tels qu'ils sont opérés tous les 5 ans.

Pour confirmer la bonne santé économique des exploitations du secteur, le taux d'endettement observé est le plus bas et la proportion d'exploitations en situation financière satisfaisante est la plus haute (53% en « sérénité » et 19% en « équilibre », soit 72% au total).

Enfin, la dynamique d'attractivité de la zone ne se dément pas car on compte un nombre conséquent d'installations sur le secteur, d'où la moyenne d'âge la plus faible.



Aucune exploitation remontée dans la région pour l'étude n'a recours à l'irrigation.

Par conséquent, elles ne pourront pas être utilisées dans le cadre de cette étude, faute d'élément de comparaison.

L'eau reste une ressource cruciale pour le secteur avec la submersion des prairies pour le regain et l'abreuvement du bétail directement au cours d'eau, mais sans que ce soit de l'irrigation (les volumes consommés étant bien plus faibles par ailleurs).

Coteaux

| | | | | | | | | | |
|--------------------|-------------------|---------------------|---|------------------|-----|-------------|-----|------------|-----|
| Produit Courant | Valeur Ajoutée | EBE Moyen Annuel | <div>Productions</div> <table><tr><td>Grandes cultures</td><td>51%</td></tr><tr><td>Viticulture</td><td>30%</td></tr><tr><td>Aviculture</td><td>11%</td></tr></table> | Grandes cultures | 51% | Viticulture | 30% | Aviculture | 11% |
| Grandes cultures | 51% | | | | | | | | |
| Viticulture | 30% | | | | | | | | |
| Aviculture | 11% | | | | | | | | |
| 207 724 € | 42 129 € | 41 152 € | | | | | | | |
| 198 403 € | 28 988 € | 41 618 € | | | | | | | |

| | | | | | |
|-------------------------|-------------|----------------|------------------|------------------|----------------------|
| Revenu Disponible/UTH F | Région | UTH Totales | UTH Familiale | UTH salariées | dont UTH permanen |
| 11 183 € | Echantillon | 2,10 | 1,29 | 0,81 | 0,31 |
| 12 734 € | | 1,79 | 1,29 | 0,50 | 0,21 |

| | | |
|------------------------|----------------|-------------------------------|
| Taux d' Endettement | SAU Moyenne | Âge du chef d'exploitation |
| 55% | 67ha | 52 ans |
| 54% | 75ha | 51 ans |

Urgence

Danger

Alerte

Equilibre

Sérénité

0%

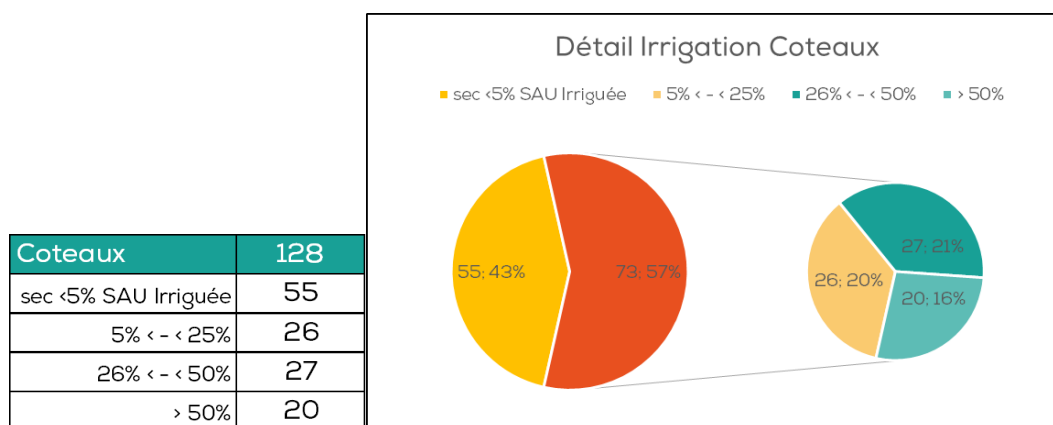
20%

40%

Les exploitations orientées « grandes cultures » représentent la moitié des entreprises de la région coteaux, mais on note une forte représentation de la viticulture (surtout présente dans le Gers avec les appellations Saint-Mont et Madiran).

Cela se traduit par un volume d'activité (produits courants) important, malgré une taille plus restreinte. La valeur ajoutée (hors PAC et hors frais de MO) est également la plus forte, mais l'EBE moyen dégagé ainsi que le Revenu disponible / UTHF sont très proches de la moyenne d'ensemble. L'une des explications est le besoin de MO très prononcé des exploitations du secteur (notamment en viticulture et pour les cultures sous contrat -> Maïs semence)

Le taux d'endettement et l'âge du chef d'exploitation n'appellent pas de commentaire, tandis que la proportion d'exploitation avec une situation financière bonne à très bonne est exactement la même que celle du groupe (55%).



Plus de la moitié des exploitations remontées en zone de coteaux ont recours à l'irrigation. Par ailleurs, ces exploitations sont réparties de manière homogène entre les groupes, ce qui permettra une comparaison entre niveaux de recours à l'irrigation pertinente.

Plaine

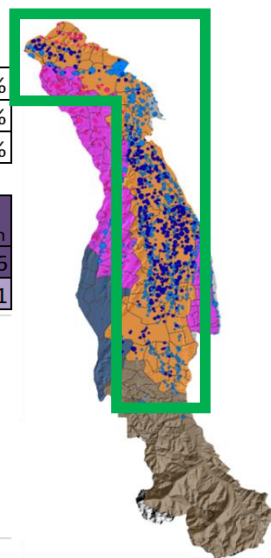
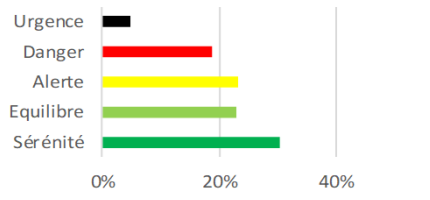
| Produit | Valeur | EBE Moyen |
|-----------|----------|-----------|
| Courant | Ajoutée | Annuel |
| 205 946 € | 27 780 € | 43 497 € |
| 198 403 € | 28 988 € | 41 618 € |

| Productions | | |
|------------------|--|-----|
| Grandes cultures | | 72% |
| Elevage Bov-Ov | | 12% |
| Aviculture | | 10% |

| Revenu Disponible/UTH F |
|-------------------------|
| 13 138 € |
| 12 734 € |

| Région | UTH Totales | UTH Familiale | UTH salariées | dont UTH permanen |
|-------------|-------------|---------------|---------------|-------------------|
| Echantillon | 1,70 | 1,29 | 0,41 | 0,16 |
| | 1,79 | 1,29 | 0,50 | 0,21 |

| Taux d'Endettement | SAU Moyenne | Âge du chef d'exploitation |
|--------------------|-------------|----------------------------|
| 58% | 84ha | 49 ans |
| 54% | 75ha | 51 ans |

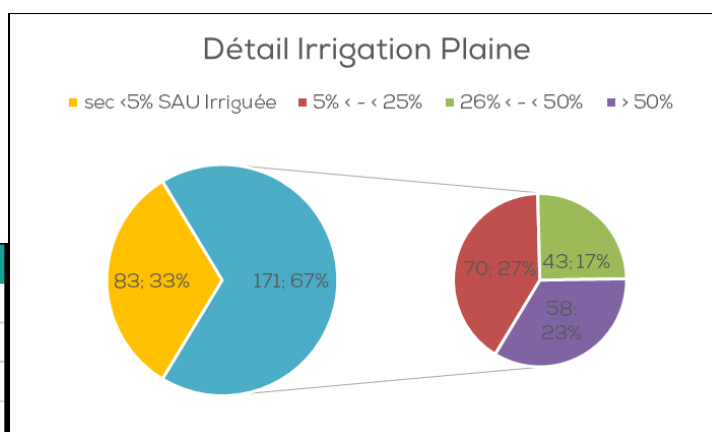


Orientation « grandes cultures » pour plus des 2/3 des exploitations de la plaine.

Elles présentent la taille moyenne la plus importante et le produit courant le plus conséquent.

Le revenu disponible / UTHF est préservé, mais le taux d'endettement est élevé, et la proportion d'exploitations en bonne santé financière la plus faible.

| Plaine | 254 |
|----------------------|-----|
| sec <5% SAU Irriguée | 83 |
| 5% < - < 25% | 70 |
| 26% < - < 50% | 43 |
| > 50% | 58 |



Les 2/3 des exploitations remontées en zone de plaine ont recours à l'irrigation. Le nombre d'entreprises par catégories de SAU irriguée permettra également d'établir des comparaisons entre groupes suffisamment représentatifs.

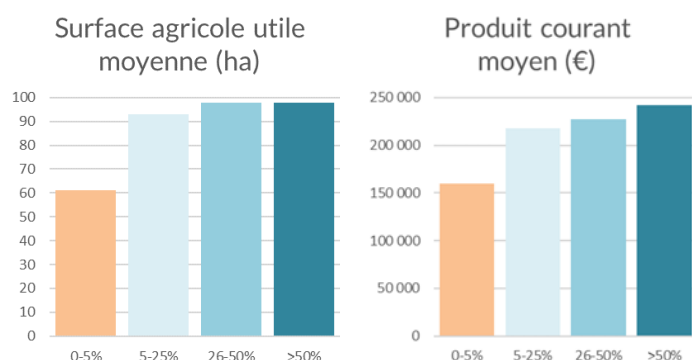
III/ RESULTATS & INTERPRETATIONS

A/ Résultats Généraux

PLAINE

| | Pdt Courant moyen (€) | EBE (€) | EBE/ Produits (%) | Annuités (K+I) | Revenu Disponible (€) | UTH Totales | UTH Familiale | Rev.Disponi ble (€/UTH Familial) | Taux Endettemt (%) | SAU Moyenne | Age du chef d'exploit* | TOTAL |
|--------------------|-----------------------------|------------|-------------------------|-------------------|-----------------------------|----------------|------------------|--|--------------------------|----------------|------------------------------|-------|
| Plaine | 205 946 | 43 488 | 21.12% | 26 527 | 16 961 | 1.70 | 1.29 | 13 148 | 58.17% | 84 | 50 | 254 |
| sec <5% SAU Irrig. | 159 395 | 30 395 | 19.07% | 20 704 | 9 691 | 1.68 | 1.32 | 7 342 | 58.25% | 61 | 49 | 83 |
| 5% < - < 25% | 218 030 | 46 323 | 21.25% | 29 186 | 17 137 | 1.79 | 1.31 | 13 082 | 56.10% | 93 | 50 | 70 |
| 26% < - < 50% | 227 425 | 48 556 | 21.35% | 23 365 | 25 191 | 1.72 | 1.29 | 19 528 | 60.52% | 98 | 49 | 43 |
| > 50% | 242 054 | 55 048 | 22.74% | 33 996 | 21 052 | 1.61 | 1.23 | 17 115 | 58.81% | 98 | 50 | 58 |

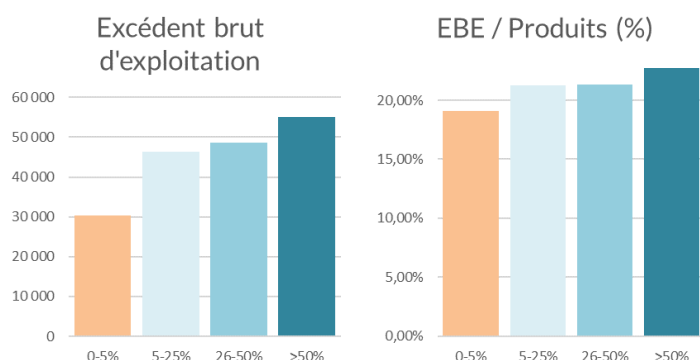
Les 2 premiers graphiques issus des données du tableau ci-dessus synthétisent la SAU et le produit courant moyen des exploitations de la zone de plaine en fonction du taux de SAU irriguée. Ils donnent une indication sur la taille de ces dernières et leur volume d'activité économique, en fonction de leur recours à l'irrigation.



➔ Plus on irrigue et plus la SAU est importante et plus les produits générés par l'entreprise sont conséquents.

Les graphiques suivants représentent l'EBE moyen dégagé et le ratio [EBE/Produits], toujours en fonction de la SAU irriguée.

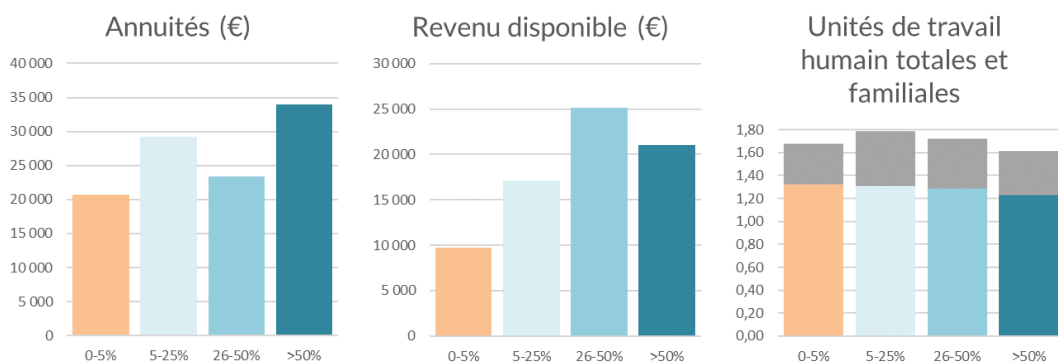
L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) est considéré comme la « valeur étalon » de création de richesse sur une exploitation, tandis que le ratio [EBE/Produits] est un bon indicateur du niveau d'efficacité économique car il met en rapport la création de richesse obtenue avec la totalité des produits générés sur la même période.



➔ Confirmation de l'« effet taille » observé au paragraphe précédent : l'EBE progresse avec la proportion de SAU irriguée, tout comme le ratio [EBE/Produits] qui passe de 19% à presque 23%. En plaine, plus on irrigue et plus on génère de l'EBE et plus on est efficace économiquement.

Les graphiques suivants illustrent :

- Les annuités moyennes des exploitations par tranche de recours à l'irrigation. Ces annuités correspondent aux montants de capital + intérêts remboursés annuellement par les exploitations. Elles sont issues des emprunts contractés pour le financement des investissements
- Le Revenu Disponible global sur l'exploitation, c'est-à-dire la différence entre l'EBE et les annuités, qui correspond au montant potentiellement appréhendable par l'exploitant (car il doit l'arbitrer avec l'autofinancement des investissements).
- Les UTH totales (bâtons entiers) et familiales (partie en couleur) moyennes présentes sur les exploitations en fonction de la SAU irriguée.

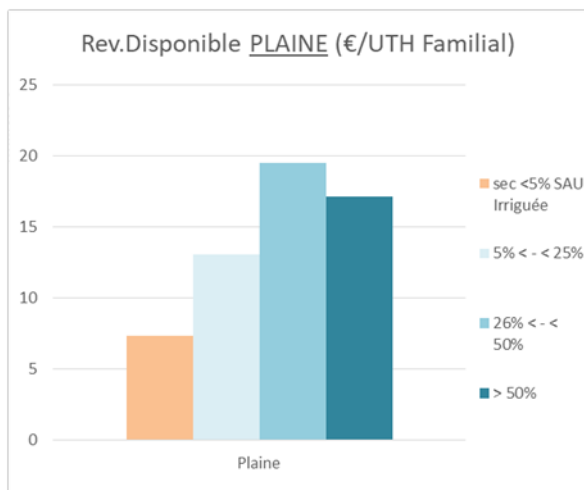


Le taux d'endettement relevé dans le tableau initial est assez proche entre les 4 catégories d'exploitations.

- ➔ Les annuités augmentent elles aussi progressivement avec le recours à l'irrigation : on atteint presque 35 000 €/an sur le groupe le plus irrigant. Ce constat s'explique aisément par la présence d'équipements supplémentaires liés à l'irrigation (groupes, enrouleurs, pivots) et par la progression de la taille moyenne avec l'irrigation qui incite à disposer de matériel plus grand et plus coûteux. Par ailleurs, les exploitations les plus irrigantes ont parfois développé des activités secondaires (mise en place, séchage, récolte) qui ont nécessité des investissements conséquents.
- ➔ En conséquence, le revenu disponible progresse avec l'irrigation mais contrairement aux indicateurs précédents, cette progression n'est pas linéaire : on note un recul du revenu disponible sur le groupe très irrigant, affecté par les annuités.

On regarde ensuite le nombre d'UTH Familiaux présents sur l'exploitation, soit les personnes qui doivent retirer une rémunération pour le travail effectué.

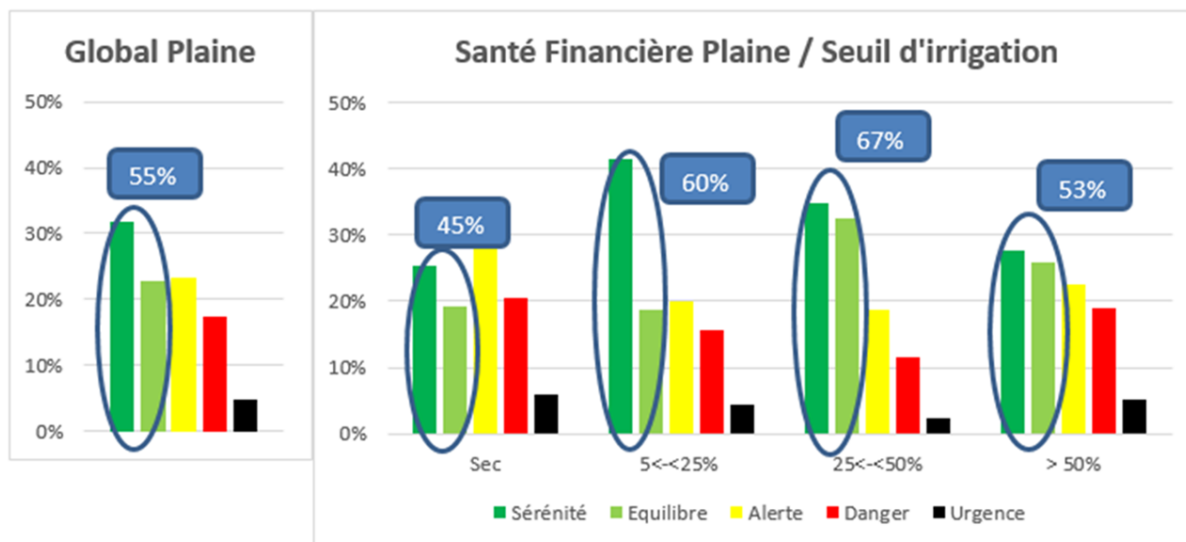
En passant le revenu disponible global de l'exploitation par le prisme du nombre d'UTH Familiaux, on obtient le niveau de revenu effectif annuel par exploitant (chef d'exploitation ou associé en société)



→ Ce dernier oscille donc, en plaine et tous systèmes confondus, entre :

- 7 300 €/an en sec soit un peu plus de 600€/mois
- Et 19 500 €/an pour la tranche 25-50% de la SAU, soit 1 620 €/mois.

Ratios de santé financière / SAU irriguée, toutes productions - PLAINE



Les diagrammes de santé financière par tranche de SAU irriguée présentent la même tendance d'amélioration progressive suivi d'un recul pour les exploitations les plus irrigantes.

La typologie des exploitations avec une SAU irriguée à plus de 50% en plaine fait émerger 2 phénomènes qui expliquent ce recul :

1/ L'impact de la dernière PAC (mise en place entre 2015 et 2022, toujours en cours avant une modification en 2023) :

- Avec plus de 50% de la SAU irriguée, ce sont souvent des exploitations très spécialisées dans la production de maïs, donc équipées en conséquence avec des investissements lourds (cf. niveau d'annuité de la tranche). Mais elles ont dû adapter leur assolement avec un plafond applicable sur la monoculture à 75% de leur SAU. Par conséquent, elles ont dû se tourner vers d'autres cultures (soja, tournesol) pour lesquelles elles sont moins performantes économiquement, ou de la jachère.
- 2^{ème} conséquence de l'orientation de la dernière PAC qui a affecté ces entreprises : la convergence des DPB menée entre 2015 et 2022 et qui devrait se poursuivre dans la prochaine PAC.

En effet, ces exploitations céréalières disposaient de DPB élevés qui convergent désormais vers une moyenne nationale, avec un stabilisateur à 70% qui devrait passer à 85% après 2022. Pour illustrer ces propos, les exploitations céréalières du secteur plaine se voyaient octroyer un montant global de subventions PAC compris entre 300 et 400€/ha. La PAC en place depuis 2015 fait converger ce montant à la valeur charnière de 230€/ha.

2/ L'autre point commun que l'on retrouve au travers des exploitations en difficulté de cette tranche est un agrandissement conséquent sur les dernières années.

Dans un contexte de déprise dans le monde agricole (parfois) mais plus généralement de départs à la retraite sans reprise, les surfaces exploitées par le cédant sont souvent l'objet d'acquisitions par les fermes voisines.

Ce sont des surfaces conséquentes, à bon potentiel, donc avec un prix dépassant fréquemment les 10 000 €/ha. Ces acquisitions génèrent une progression de l'endettement :

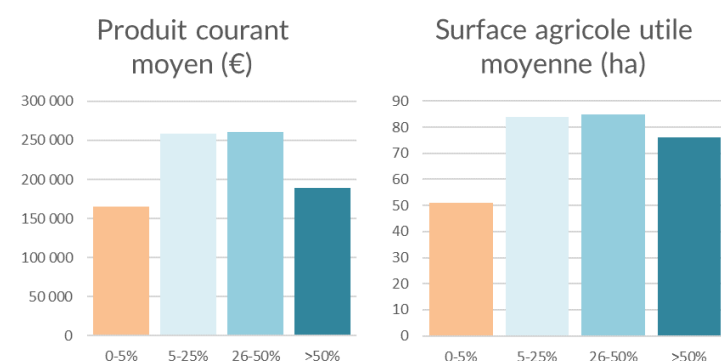
- A titre personnel de l'exploitant, ce qui peut occasionner des difficultés de trésorerie sur l'exploitation car il doit augmenter ses prélèvements afin de faire face aux échéances de remboursement des emprunts contractés
- Sur l'entreprise, car ces agrandissements nécessitent parfois l'acquisition de matériel complémentaire ou plus grand.

COTEAUX

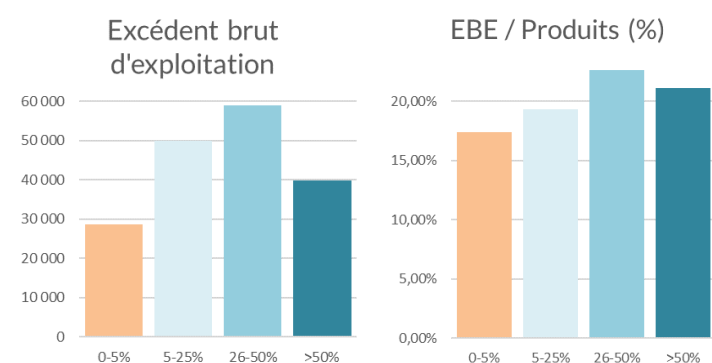
Le secteur des coteaux se caractérise par une diversification plus prononcée des productions, surtout en sec où l'élevage est dominant.

La viticulture est également très présente car c'est l'orientation principale de 30% des entreprises du secteur. La proportion d'exploitation orientées « grandes cultures » progresse avec la SAU irriguée.

| | Pdt Courant moyen (€) | EBE (€) | EBE/ Produits (%) | Annuités (K+I) | Revenu Disponible (€) | UTH Totales | UTH Familiale | Rev.Disponi ble (€/UTH Familial) | Taux Endettemt (%) | SAU Moyenne | Age du chef d'exploit* | TOTAL |
|--------------------|-----------------------------|---------------|-------------------------|-------------------|-----------------------------|----------------|------------------|--|--------------------------|----------------|------------------------------|------------|
| Coteaux | 207 724 | 41 152 | 19.81% | 26 726 | 14 426 | 2.10 | 1.29 | 11 183 | 54.52% | 69 | 51 | 128 |
| sec <5% SAU Irrig. | 164 803 | 28 733 | 17.43% | 24 795 | 3 938 | 1.98 | 1.31 | 3 006 | 48.94% | 51 | 51 | 55 |
| 5% < - < 25% | 258 353 | 49 924 | 19.32% | 33 457 | 16 467 | 2.38 | 1.27 | 12 966 | 61.99% | 84 | 49 | 26 |
| 26% < - < 50% | 260 490 | 58 973 | 22.64% | 32 152 | 26 821 | 2.27 | 1.37 | 19 577 | 57.98% | 85 | 53 | 27 |
| > 50% | 188 707 | 39 841 | 21.11% | 15 963 | 23 878 | 1.80 | 1.13 | 21 131 | 55.52% | 76 | 52 | 20 |

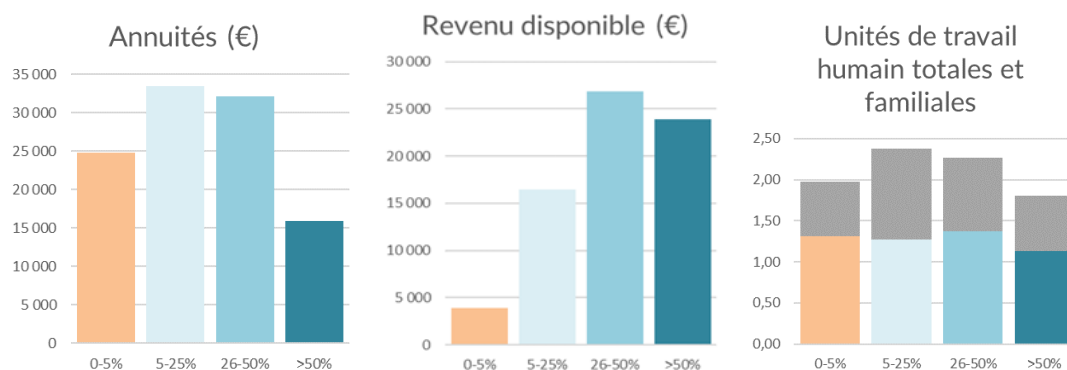


➔ Dans les coteaux, toutes productions confondues, on observe également une corrélation entre la taille des exploitations et le recours à l'irrigation, mais avec un plateau sur la tranche 25-50%, et un affaissement de ces valeurs pour les >50%.



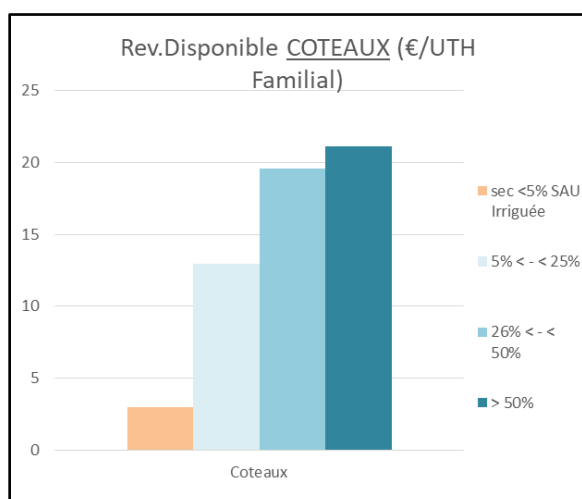
➔ L'EBE en volume suit la même tendance mais le niveau d'efficacité économique traduit par l'EBE/Produits reste élevé sur cette dernière tranche.

Contrairement aux exploitations de la plaine pour lesquelles l'agrandissement a clairement été une stratégie pour asseoir leur rentabilité, les fermes des coteaux semblent avoir cherché à développer l'EBE et la Valeur Ajoutée à l'hectare.



➔ Les annuités sont comparables en moyenne mais leur répartition mérite une attention particulière : globalement plus élevées en sec et dans les 2 premières tranches d'irrigation (dans l'échantillon et par rapport à la plaine), leur volume est presque divisé par 2 dans la dernière tranche. Ce qui a pour conséquence de préserver un revenu disponible conséquent pour cette dernière, alors que l'EBE était limité.

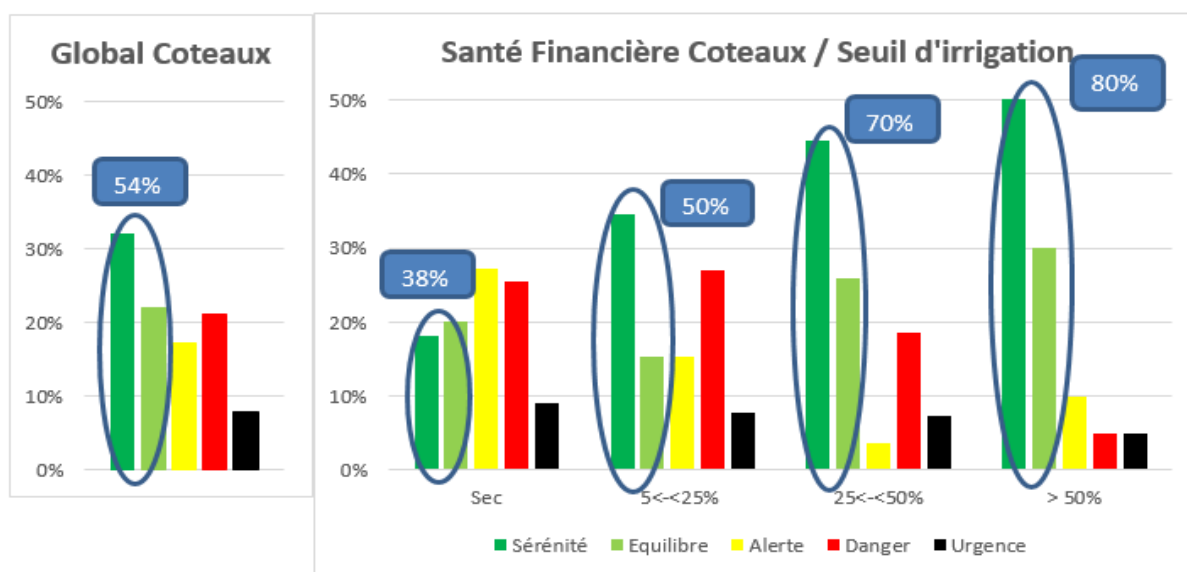
Le recours à la MO exploitante et salariée est plus élevé : on y perçoit l'impact des productions animales et de la viticulture.



Le Revenu disponible marque un fossé dès la 1^{ère} tranche de recours à l'irrigation, toutes productions confondues. Il oscille entre :

- 3 000 €/an en sec soit l'équivalent de 250€/mois
- Et 21 130 €/an pour la tranche >50% de la SAU, soit 1 750 €/mois.

Ratios de santé financière / SAU irriguée, toutes productions - COTEAUX



➔ Toutes productions confondues, en zone de coteaux, le recours à l'irrigation semble faire progresser la santé financière des exploitations.

La présence de productions très diverses en sec ne permet pas d'améliorer leur situation financière qui peut être qualifiée d'alarmante suite aux 3 années observées.

Dans la tranche au-delà de 50% de la SAU, le taux de santé financière est très satisfaisant malgré le volume d'activité : ce n'est pas leur taille qui fait la différence, mais la maîtrise des annuités. Plusieurs points d'explications à considérer :

- Echantillon assez limité (20 individus) donc les valeurs individuelles peuvent affecter le groupe plus aisément
- Certaines de ces exploitations sont vraisemblablement dans une phase de vie ne nécessitant plus d'investissement (annuités =0), alors qu'elles sont spécialisées à 65% dans les grandes cultures.

B/ Grandes cultures

Représentativité de l'activité « Grandes cultures » dans l'échantillon

Plaine

| | Détail productions | | Sec | | 5<-<25% | | 25<-<50% | | > 50% | |
|-------------------------|--------------------|------|-----|------|---------|------|----------|------|-------|------|
| Hors Sol (Avic-Porcs) | 35 | 14% | 22 | 27% | 3 | 4% | 5 | 12% | 5 | 9% |
| Elevage (Bov-Ov) | 27 | 11% | 14 | 17% | 12 | 17% | 0 | 0% | 1 | 2% |
| Grandes cultures | 176 | 69% | 39 | 47% | 50 | 71% | 36 | 84% | 51 | 88% |
| Viticulture | 8 | 3% | 6 | 7% | 0 | 0% | 2 | 5% | 0 | 0% |
| Maraichage | 3 | 1% | 0 | 0% | 3 | 4% | 0 | 0% | 0 | 0% |
| Mixte (pas de dominant) | 5 | 2% | 2 | 2% | 2 | 3% | 0 | 0% | 1 | 2% |
| | 254 | 100% | 83 | 100% | 70 | 100% | 43 | 100% | 58 | 100% |

Coteaux

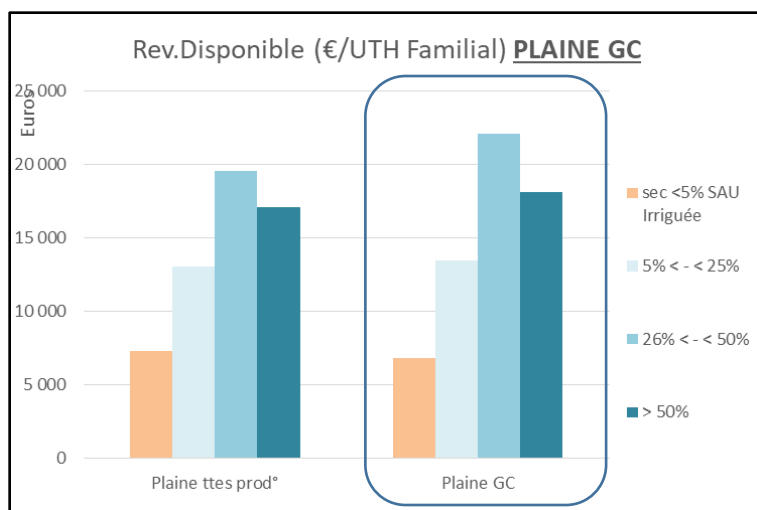
| | Détail productions | | Sec | | 5<-<25% | | 25<-<50% | | > 50% | |
|-------------------------|--------------------|------|-----|------|---------|------|----------|------|-------|------|
| Hors Sol (Avic-Porcs) | 16 | 13% | 13 | 24% | | 0% | 2 | 7% | 1 | 5% |
| Elevage (Bov-Ov) | 14 | 11% | 9 | 16% | | 0% | 2 | 7% | 3 | 15% |
| Grandes cultures | 59 | 46% | 15 | 27% | 15 | 58% | 16 | 59% | 13 | 65% |
| Viticulture | 29 | 23% | 9 | 16% | 11 | 42% | 6 | 22% | 3 | 15% |
| Maraichage | 1 | 1% | | 0% | | 0% | 1 | 4% | | 0% |
| Mixte (pas de dominant) | 9 | 7% | 9 | 16% | | 0% | | 0% | | 0% |
| | 128 | 100% | 55 | 100% | 26 | 100% | 27 | 100% | 20 | 100% |

PLAINE – Grandes Cultures

| | Pdt Courant moyen (€) | EBE (€) | EBE/ Produits (%) | Annuités (K + I) | Revenu Disponible (€) | UTH Totales | UTH Familiale | Rev.Disponib le (€/UTH Familial) | Taux Endettem (%) | SAU Moy. | Age du chef d'exploit . | TOTAL GC | TOTAL Général |
|--------------------|--------------------------|------------|-------------------------|---------------------|-----------------------------|----------------|------------------|--|-------------------------|-------------|----------------------------------|-------------|------------------|
| Plaine | 193 630 | 43 177 | 22.30% | 25 200 | 17 977 | 1.54 | 1.18 | 15 235 | 58.02% | 92 | 50 | 176 | 254 |
| sec <5% SAU Irrig. | 140 042 | 27 512 | 19.65% | 19 456 | 8 056 | 1.58 | 1.18 | 6 827 | 57.48% | 75 | 51 | 39 | 83 |
| 5% <- < 25% | 184 972 | 42 642 | 23.05% | 26 904 | 15 738 | 1.49 | 1.17 | 13 451 | 54.38% | 90 | 51 | 50 | 70 |
| 26% <- < 50% | 216 752 | 48 659 | 22.45% | 22 187 | 26 472 | 1.62 | 1.20 | 22 060 | 61.36% | 104 | 49 | 36 | 43 |
| > 50% | 226 774 | 51 811 | 22.85% | 30 049 | 21 762 | 1.51 | 1.20 | 18 135 | 59.69% | 99 | 51 | 51 | 58 |

Cet échantillon suit les tendances observées dans le paragraphe précédent en plaine, toutes productions confondues.

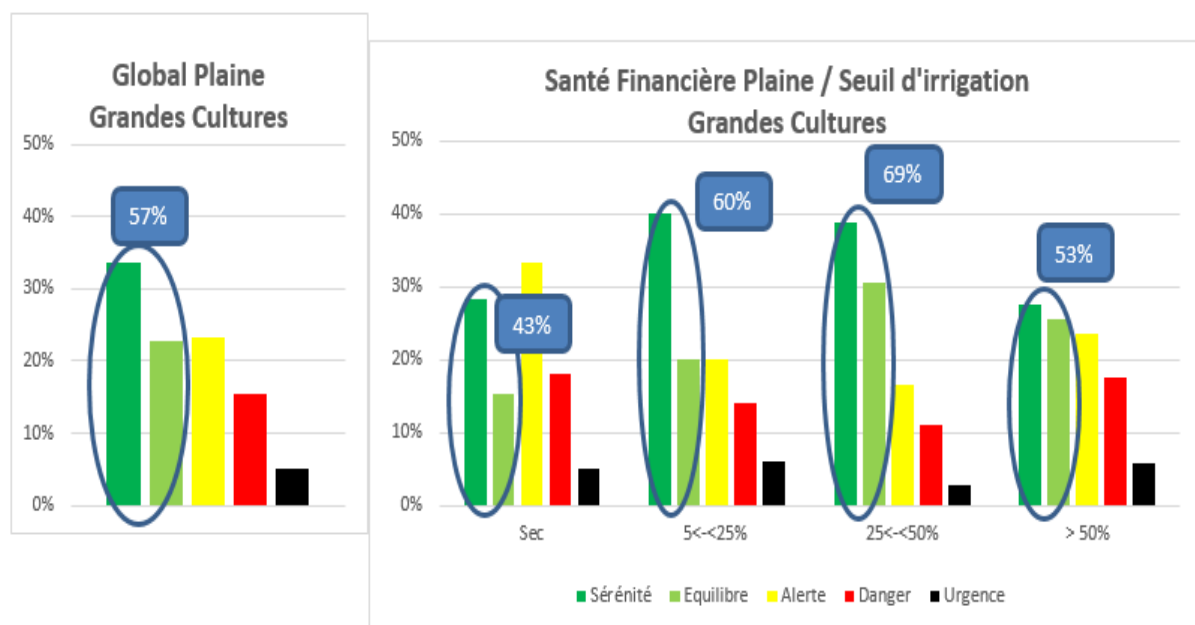
On relève une corrélation entre recours à l'irrigation et la dimension des entreprises (traduite par le produit courant et l'EBE). L'EBE/Produits marque un net différentiel entre exploitations en sec et irriguées.



Comme pour l'échantillon global plaine, le revenu disponible recule sur la dernière tranche d'irrigation, en raison d'annuités conséquentes (car autrement l'EBE était le plus élevé du groupe).

Le RD/UTHF est presque une copie du diagramme initial

Ratios de santé financière / SAU irriguée, Grandes Cultures - PLAINE



Les ratios de santé financière par tranche de recours à l'irrigation sont très similaires entre l'ensemble des exploitations de la plaine et celles spécialisées en Grandes cultures.

La proportion d'exploitation en meilleure santé financière est un peu plus élevée (57% contre 55% en plaine). Toutefois, les exploitations céréalières avec un bilan économique au moins satisfaisant représentent 43% de leur échantillon en sec contre 45% toutes productions confondues.

COTEAUX – Grandes Cultures

| | Pdt Courant moyen (€) | EBE (€) | EBE/ Produits (%) | Annuités (K + I) | Revenu Disponible (€) | UTH Totales | UTH Familiale | Rev.Disponib le (€/UTH Familial) | Taux Endettemt (%) | SAU Moy. | Age du chef d'exploit . | TOTAL GC | TOTAL Général |
|--------------------|--------------------------|------------|-------------------------|---------------------|-----------------------------|----------------|------------------|--|--------------------------|-------------|----------------------------------|---------------------|--------------------------|
| Coteaux | 173 600 | 36 086 | 20.79% | 22 506 | 13 580 | 1.58 | 1.18 | 11 508 | 61.63% | 80 | 52 | 59 | 128 |
| sec <5% SAU Irrig. | 146 627 | 28 858 | 19.68% | 24 107 | 4 751 | 1.46 | 1.20 | 3 959 | 68.29% | 69 | 51 | 15 | 55 |
| 5% < - < 25% | 205 011 | 40 309 | 19.66% | 27 583 | 12 726 | 1.82 | 1.33 | 9 568 | 66.20% | 91 | 51 | 15 | 26 |
| 26% < - < 50% | 163 500 | 34 501 | 21.10% | 20 608 | 13 893 | 1.37 | 1.13 | 12 295 | 67.72% | 76 | 56 | 16 | 27 |
| > 50% | 180 912 | 41 505 | 22.94% | 17 136 | 24 369 | 1.69 | 1.04 | 23 432 | 41.18% | 86 | 51 | 13 | 20 |

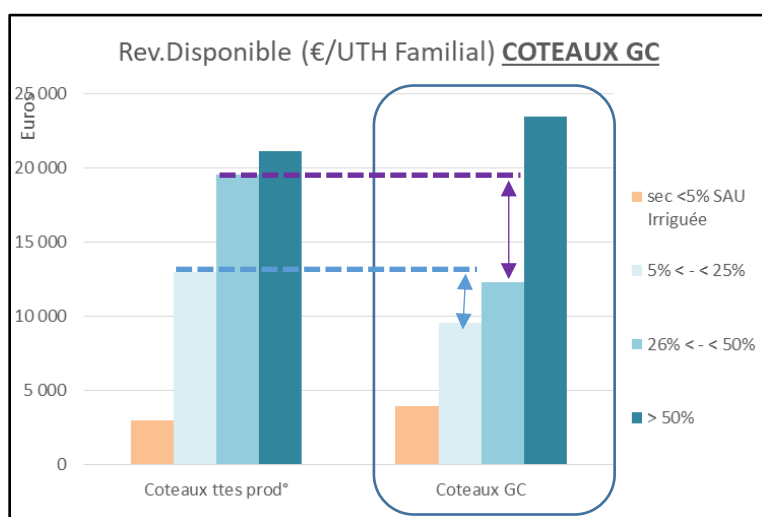
La corrélation entre irrigation et dimension des exploitations est moins évidente et linéaire :

- On note effectivement un différentiel entre unités en sec et celles qui irriguent
- Mais on ne voit pas de progression avec l'irrigation entre les différentes tranches

L'EBE marque également un écart entre sec et irrigué, mais pas d'évolution avec l'irrigation. Le Revenu disponible s'apprécie grâce à des annuités et un endettement moins prononcé.

On voit dans le graphe suivant l'importance des exploitations viticoles dans les coteaux : le revenu disponible passe de 12 966 € toutes productions confondues dans la tranche [5% < - < 25%] à 9 568 € en grandes cultures.

➔ Les valeurs obtenues permettent de conclure qu'un seuil de l'ordre de 20% à 25% de la SAU irriguée est nécessaire dans les coteaux pour dégager 1000€/mois de revenu disponible.

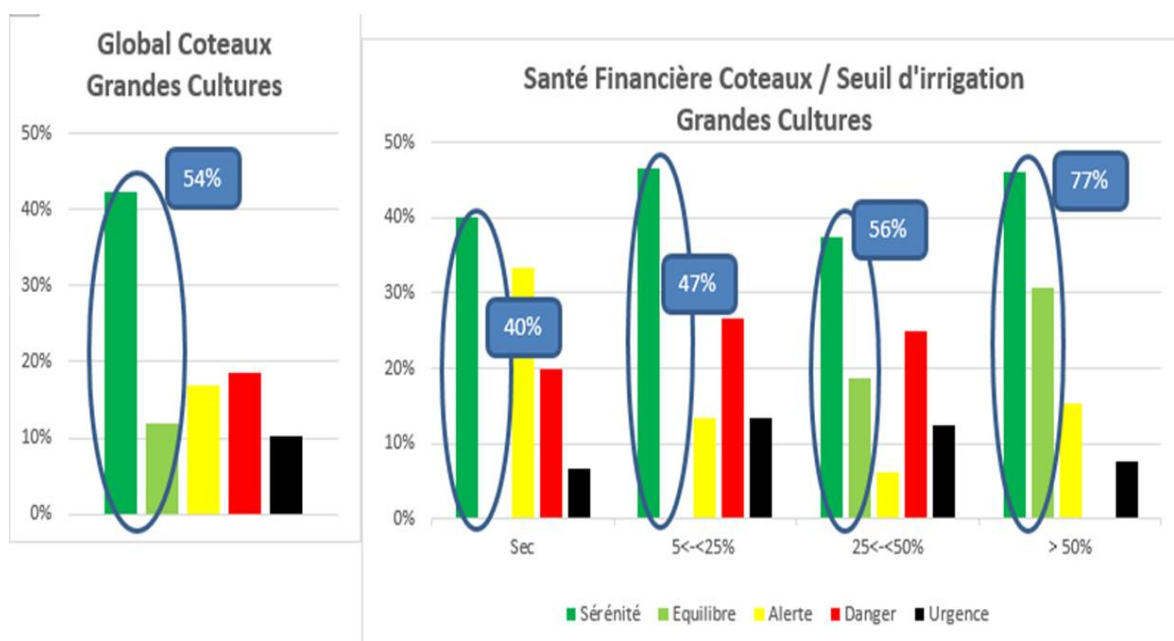


Exploitations peu et moyennement irrigantes:

Revenu Disponible en Grandes cultures inférieur de 3 à 7K€

➔ **2^{ème} enseignement :** Les premières tranches d'irrigation permettent un niveau de revenu disponible plus important toutes productions confondues qu'avec une orientation majoritairement céréalière. L'accès à l'eau dans ce secteur permet d'assurer un niveau de production fourragère pour le bétail et/ou de céréales pour l'alimentation d'élevages hors-sol, donc à sécuriser une partie de la charge alimentaire de ces élevages, et ainsi conforter leur niveau de rentabilité.

Ratios de santé financière / SAU irriguée, Grandes Cultures - COTEAUX



On relève une tendance à l'amélioration des critères de santé financière avec l'irrigation, comme pour l'ensemble des exploitations des Coteaux.

Mais pour les exploitations irrigantes, la proportion d'entreprises en [sérénité – équilibre] demeure plus faible en grandes cultures (très marqué dans la tranche [25%-50%] dont la proportion passe de 70% à 56%).

- ➔ Dans les coteaux, même pour les exploitations à dominante élevage, l'irrigation d'une partie de la SAU participe à la sécurisation du revenu disponible et à la bonne tenue économique des entreprises.

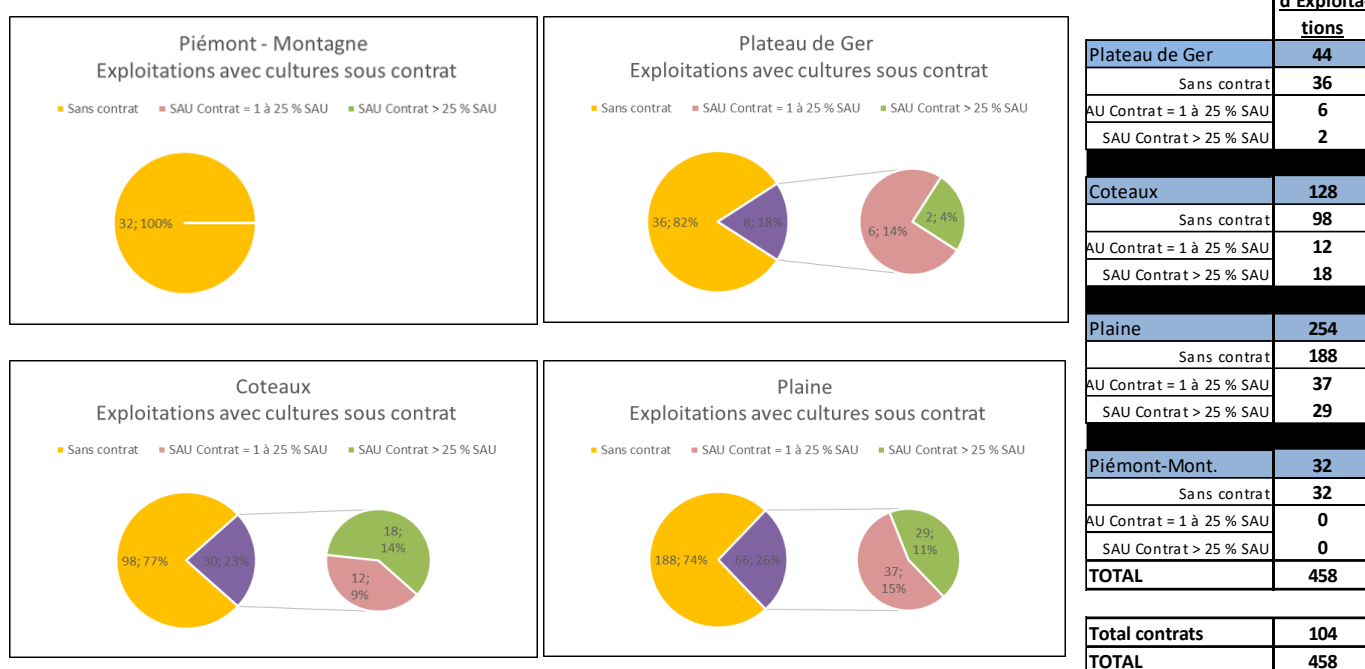
C/ Cultures sous contrat

Cultures sous contrat relevées dans l'échantillon : maïs doux, maïs semence, haricot vert.

Principe :

- dès qu'une exploitation présente un minimum de production et de surface dans l'une de ces 3 productions, elle est considérée comme productrice de cultures sous contrat (la plus petite surface en cultures sous contrat de l'échantillon est 4ha).
- Nous avons ensuite élaboré 3 groupes : pas de contrat, contrat qui représente entre 1 et 25% de la SAU, et contrat qui représente plus de 25% de la SAU.

Représentativité des « Cultures sous contrat » dans l'échantillon



La zone piémont-montagne ne présente pas d'exploitations avec des cultures sous contrat.

Le plateau de Ger dispose de 8 exploitations avec des cultures sous contrat. Ce qui peut paraître incongru car nous avons relevé 2 exploitations irrigantes dans cette zone. En effet, certaines exploitations du plateau peuvent contractualiser une production de maïs doux sans irrigation. Les données obtenues pourront être présentées et détaillées, mais ne sont pas à retenir dans le cadre d'un lien avec l'irrigation.

En plaine et dans les coteaux, près du ¼ des exploitations remontées présente des cultures sous contrat. Et celles-ci nécessitent un accès à l'eau.

PLATEAU DE GER – Cultures sous contrat

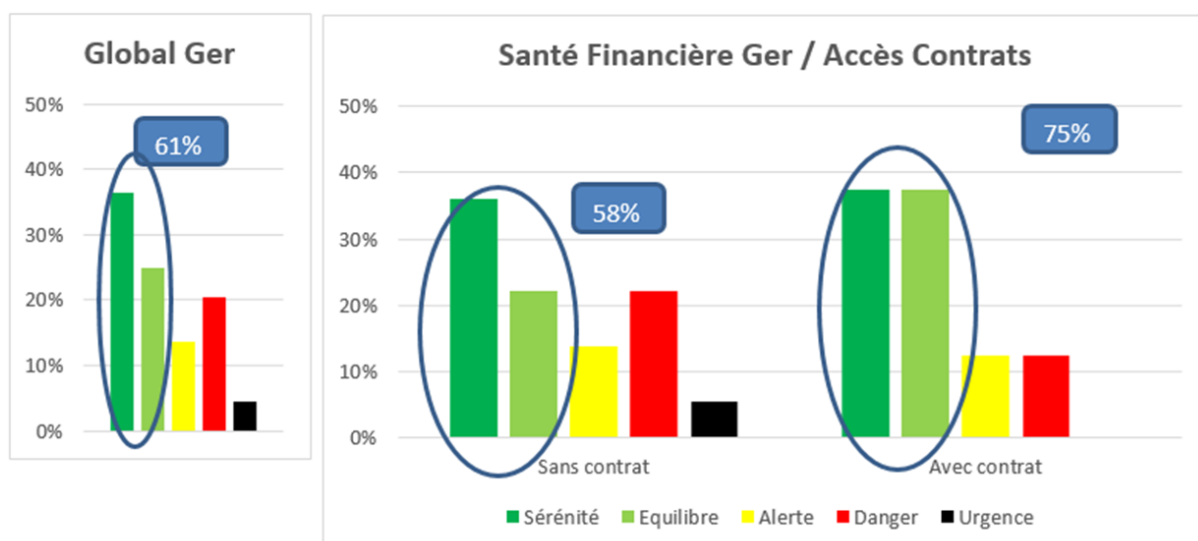
| | Pdt Courant moyen (€) | EBE (€) | EBE/ Produits (%) | Annuités (K + I) | Revenu Disponible (€) | UTH Totales | UTH Familiale | Rev.Dispo nible (€/UTH Familial) | Taux Endettem (%) | SAU Moy. | Age du chef d'exploit° | TOTAL |
|----------------|-----------------------------|------------|-------------------------|---------------------|-----------------------------|----------------|------------------|---|-------------------------|-------------|------------------------------|-------|
| Plateau de Ger | 166 707 | 32 288 | 19.37% | 16 251 | 16 037 | 1.59 | 1.32 | 12 149 | 48.11% | 52 | 48 | 44 |
| Sans contrat | 162 117 | 29 988 | 18.50% | 15 804 | 14 184 | 1.57 | 1.28 | 11 081 | 49.18% | 53 | 48 | 36 |
| Avec contrat | 187 364 | 42 642 | 22.76% | 18 269 | 24 373 | 1.69 | 1.50 | 16 249 | 43.30% | 51 | 50 | 8 |

NB : Face au faible nombre d'exploitations disposant de contrats, il a été décidé de ne constituer qu'un seul groupe.

On constate les effets probants des cultures sous contrat sur tous les critères observés, sans effet de taille car les SAU moyenne sont quasiment identiques (voire un peu plus faibles avec contrats).

Les annuités sont un peu plus importantes, mais la différence d'EBE entre les 2 groupes engendre un écart de plus de 10 000 € sur le revenu disponible global.

Le besoin en main d'œuvre est plus conséquent au sein des exploitations avec contrat, mais le revenu disponible par UTHF reste supérieur : 16 249 € contre 11 081 € annuels.



PLAINE – Cultures sous contrat

| | Pdt Courant moyen (€) | EBE (€) | EBE/ Produits (%) | Annuités (K + I) | Revenu Disponible (€) | UTH Totales | UTH Familiale | Rev.Dispo nible (€/UTH Familial) | Taux Endettemt (%) | SAU Moy. | Age du chef d'exploit° | TOTAL |
|--------------|-----------------------------|------------|-------------------------|---------------------|-----------------------------|----------------|------------------|---|--------------------------|-------------|------------------------------|-------|
| Plaine | 205 946 | 43 488 | 21.12% | 26 527 | 16 961 | 1.70 | 1.29 | 13 148 | 58.17% | 84 | 50 | 254 |
| Sans contrat | 173 869 | 34 739 | 19.98% | 20 895 | 13 844 | 1.55 | 1.26 | 10 987 | 57.97% | 73 | 50 | 188 |
| Avec contrat | 297 317 | 68 412 | 23.01% | 42 572 | 25 840 | 2.12 | 1.36 | 19 000 | 58.71% | 116 | 49 | 66 |
| 5 à 25 % | 304 543 | 63 637 | 20.90% | 47 093 | 16 544 | 2.14 | 1.39 | 11 902 | 60.64% | 128 | 49 | 37 |
| 26 à 80 % | 288 097 | 74 898 | 26.00% | 37 196 | 37 702 | 2.11 | 1.34 | 28 136 | 56.26% | 100 | 49 | 29 |

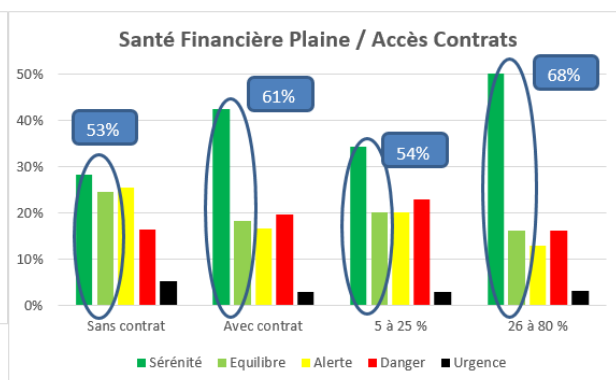
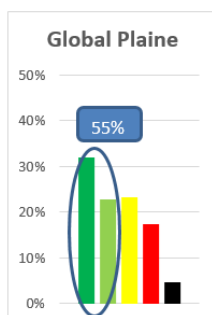
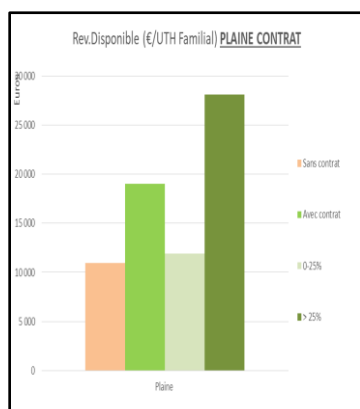
En plaine, on observe également une différence notable entre les exploitations disposant de cultures sous contrat et les autres : c'est un rapport du simple au double en termes d'EBE et de revenu disponible.

Toutefois, cette observation doit être nuancée car on remarque que les données économiques des entreprises avec une SAU sous contrat <25% sont proches de celles sans contrat.

Ce phénomène s'explique par la stratégie dominante adoptée par ces exploitations : dans ce groupe, la taille moyenne est de 128ha, bien au-delà de la moyenne du groupe qui se situe à 84ha et des exploitations avec contrat >25% de la SAU qui est à 100ha.

Pour ces exploitations, les cultures sous contrat constituent une opportunité de diversification avec une production plus lucrative, mais ne font pas partie de leur stratégie générale.

En parallèle, sur les exploitations avec une SAU sous contrat >25%, avec une taille moyenne de 100ha, **ce sont au minimum 25ha de cultures sous contrat présentes dans l'assolement ce qui leur permet d'assurer des résultats économiques plus satisfaisants.**



Le diagramme du revenu disponible / UTHF traduit la différence entre :

- Sans contrat : ~11 000 € / UTHF / an
- Avec contrat : ~19 000 € / UTHF / an

Et marque la cassure exposée précédemment entre les exploitations selon l'importance des cultures sous contrat dans la SAU :

- 1% - 25% : 11 900 € / UTHF / an
- > 25% : 28 100 € / UTHF / an

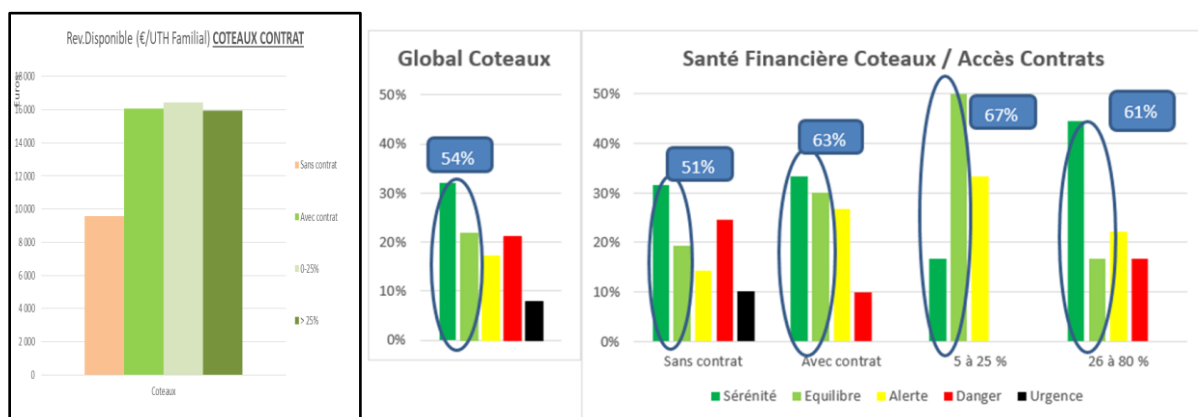
Les diagrammes de santé financière illustrent et confirment ces observations.

COTEAUX – Cultures sous contrat

| | Pdt Courant moyen (€) | EBE (€) | EBE/ Produits (%) | Annuités (K + I) | Revenu Disponible (€) | UTH Totales | UTH Familiale | Rev.Dispo nible (€/UTH Familial) | Taux Endettemt (%) | SAU Moy. | Age du chef d'exploit° | TOTAL |
|----------------|-----------------------------|---------------|-------------------------|---------------------|-----------------------------|----------------|------------------|---|--------------------------|-------------|------------------------------|------------|
| Coteaux | 207 724 | 41 152 | 19.81% | 26 726 | 14 426 | 2.10 | 1.29 | 11 183 | 54.52% | 69 | 51 | 128 |
| Sans contrat | 186 206 | 35 359 | 18.99% | 23 408 | 11 951 | 1.95 | 1.25 | 9 561 | 56.85% | 65 | 52 | 98 |
| Avec contrat | 278 017 | 61 694 | 22.19% | 39 185 | 22 509 | 2.57 | 1.40 | 16 078 | 46.91% | 80 | 50 | 30 |
| 5 à 25 % | 279 528 | 53 360 | 19.09% | 31 513 | 21 847 | 2.35 | 1.33 | 16 426 | 52.87% | 88 | 50 | 12 |
| 26 à 80 % | 277 009 | 67 250 | 24.28% | 44 300 | 22 950 | 2.71 | 1.44 | 15 938 | 42.94% | 74 | 50 | 18 |

Comme dans les 2 autres secteurs, les valeurs remontées pour les exploitations des coteaux présentant des cultures sous contrat sont plus favorables. A la différence de la plaine, l'effet est positif dès les premiers hectares de contrat, et on ne note pas une amélioration proportionnelle à la SAU sous contrat.

Le Revenu disponible passe de 9 561 € / UTHF / an pour les exploitations sans contrat à 16 078 € / UTHF / an pour les exploitations qui en disposent.



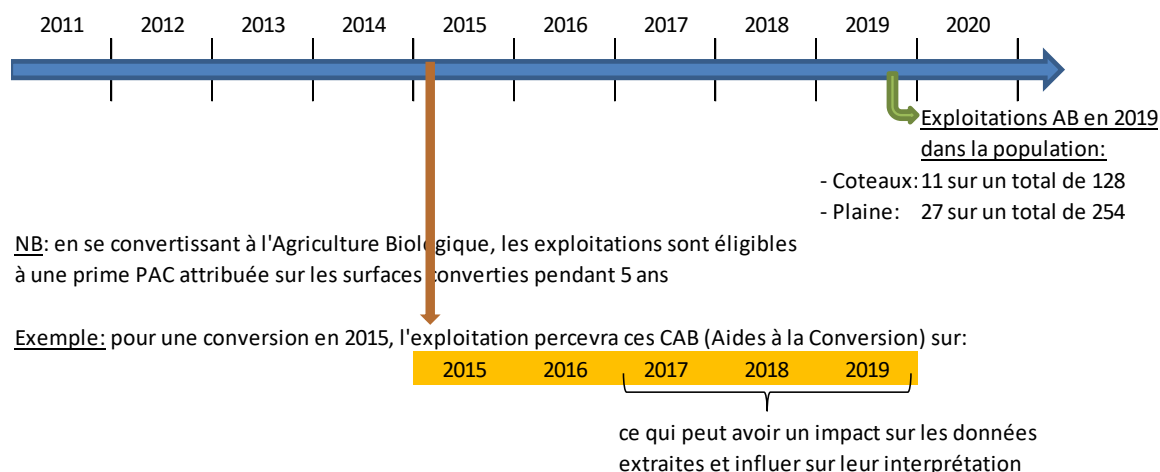
Le diagramme de santé financière confirme la meilleure tenue des exploitations lorsqu'elles présentent des cultures sous contrat.

D/ Agriculture Biologique

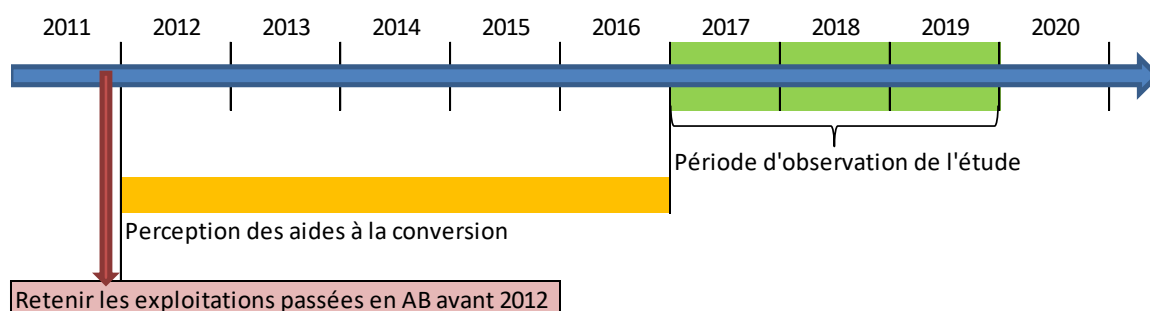
Les acteurs de la concertation du PT3A ont demandé au CERFRANCE d'isoler les exploitations en Agriculture Biologique (sur toute ou partie de leur production) afin d'observer leurs résultats économiques.

L'échantillon observé présentait :

- 11 exploitations en AB sur un total de 128 dans les coteaux
- 27 exploitations en AB sur un total de 254 en plaine



L'échantillon présente un risque de données améliorées par la perception des aides à la conversion (arrêtées au bout de 5 ans) ce qui altérerait la comparaison entre exploitations en AB et conventionnel.



Ces aides à la conversion peuvent représenter des sommes non négligeables selon les surfaces et les productions concernées :

Tableau détaillant les aides à la conversion à l'Agriculture Biologique selon les catégories de couvert

| | CAB (€ / ha / an) de 2015 à 2020 |
|------------------------------------|-------------------------------------|
| Prairies permanentes | 130 |
| Cultures annuelles (céréales) | 300 |
| Viticulture | 350 |
| Cultures légumières de plein champ | 450 |
| Maraîchage et Arboriculture | 900 |

Par ailleurs, les exploitants concernés peuvent être éligibles au Crédit d'Impôt Agriculture Biologique qui était de 2 500 € sur la période observée.

Cette ressource complémentaire sur le foyer fiscal de l'entrepreneur est de nature à diminuer le besoin des prélèvements privés sur l'exploitation, donc à soulager sa trésorerie et par conséquent apprécier la vision de son bilan.

➔ Les sommes en jeu sont de nature à biaiser les comparaisons effectuées entre exploitations en mode de production conventionnel et AB.

Nous avons décidé de ne retenir que les exploitations converties avant 2012, afin que les aides à la conversion perçues sur les 5 années de transition et le crédit d'impôt n'interfèrent pas dans les données remontées à partir de 2017.

Nouvelle configuration de l'échantillon d'exploitations AB (converties avant 2012):

- 4 exploitations en AB sur un total de 128 dans les coteaux (contre 11 en 2019)
- 3 exploitations en AB sur un total de 254 en plaine (contre 27 en 2019)

Plaine

| Ech. Total | AB avt 2020 | AB avt 2012 | Prod° dominante | % SAU Irriguée |
|------------|-------------|-------------|-----------------|----------------|
| 254 | 27 | 3 | GC | 27% |
| | | | Volailles / GC | 28% |
| | | | GC | 70% |

Sur les 3 exploitations retenues dans la plaine, 2 ont une orientation dominante en grandes cultures et la dernière fait majoritairement de la volaille.

2 d'entre elles se situent dans la tranche [25% < SAU irriguée < 50%] tandis que l'autre est dans les >50%.

Dans ce contexte :

- L'échantillon de comparaison composé de 3 individus n'est pas considéré comme suffisamment représentatif
- Les exploitations concernées pratiquant l'irrigation, l'extraction des données ne permettrait pas d'obtenir un comparatif exploitable entre systèmes irrigués et non irrigués.

Coteaux

| Ech. Total | AB avt 2020 | AB avt 2012 | Prod° dominante | % SAU Irriguée |
|------------|-------------|-------------|-----------------|----------------|
| 128 | 11 | 4 | Volailles | 0% |
| | | | Viti | 0% |
| | | | Volailles | 0% |
| | | | Viti | 11% |

Dans les coteaux, sur les 4 exploitations en AB avant 2012, 2 sont orientées en volailles et les 2 autres en viticulture.

3 d'entre elles n'ont pas recours à l'irrigation et la dernière est dans la tranche [5% < SAU irriguée < 25%]. Toutefois, après examen des exploitations concernées, pour les exploitations à dominante viticole, la conversion ne porte que sur la partie vignes des exploitations (17.39ha et 23.45ha), ce qui rend la comparaison moins pertinente.

➔ Un comparatif entre exploitations en AB et conventionnel ne peut être réalisé sur la base des données recueillies actuellement. Toutefois, étant donné le nombre de conversions observées sur les dernières années, une comparaison pertinente pourrait être réalisée dans quelques années (afin de passer la durée des CAB et la durée d'engagement minimum).

E/ Reprenabilité

En parallèle de la description des exploitations du territoire et de l'approche de leur niveau de rentabilité, l'étude avait un autre objectif : appréhender le potentiel de reprise de ces dernières.

- Méthodologie

Cf. paragraphe sur les points de vigilance de la méthodologie ci-après : la méthode appliquée est une première approche qui permet de renseigner ce critère de reprise dans les grandes lignes, donc de distinguer les extrêmes reprenebles et non reprenebles. Elle ne peut pas être comparée à la méthodologie pratiquée par un expert agricole dans le cadre de sa mission d'évaluation car il peut alors l'individualiser.

| ACTIF | PASSIF | |
|---|---|--|
| ACTIF IMMOBILISE Immobilisations - Foncier - Bâtiment - Matériel - Financier Stock - Cheptel reproducteur | CAPITAUX PROPRES - Capital social (société) OU - Compte de l'exploitant (individuel) - Report à Nouveau - Résultat | - Nous avons repris les capitaux propres (KP) de chaque exploitation de l'étude (<u>rappel</u> : ils comprennent également les comptes courants d'associés que nous n'avons pas pris dans le taux d'endettement). |
| ACTIF CIRCULANT Stocks - Cheptel suite - Appros - Produits végétaux (Fourrages, céréales) Créances - Clients - Autres (Etat/TVA) Disponibilités - Banque - Caisse - Placements | DETTES Financières - E.M.T. - C.T. - OC / découvert Comptes Courants d'Associés Fournisseurs Divers - Fiscal - Social - Fermages | - Que nous avons confronté au Revenu Disponible (RD) obtenu et présenté dans l'étude pour chaque entreprise. -> Le rapport [KP/RD] permet alors d'obtenir le nombre d'années de Revenu Disponible nécessaire pour financer le rachat de l'exploitation |

On obtient ainsi une classification en 3 groupes de l'aspect « reprise » qui peut être décrite comme suit :

Légende / Reprise

| | Base | Commentaires |
|-------------------|------------------|--|
| Non Viable | RD < 0 KP < 0 | Revenu disponible dégagé négatif (moyenne 3 ans) Exploitation avec k propres négatifs -> repreneble mais jugée non viable car très endettée |
| A travailler | KP/RD > 10 | Revenu disponible existant mais durée de reprise supérieure à 10 ans |
| Viable/Repreneble | 10 > KP/RD > 1 | L'exploitation arrive à se financer en maximum 10 ans d'activité |

NB : le groupe avec une reprise « à travailler » signifie que la reprise est envisageable, mais requiert plus de 10 ans pour être financée ce qui engage le repreneur sur une longue durée et atténue sa capacité de prélèvement et/ou de réinvestissement durant cette période.

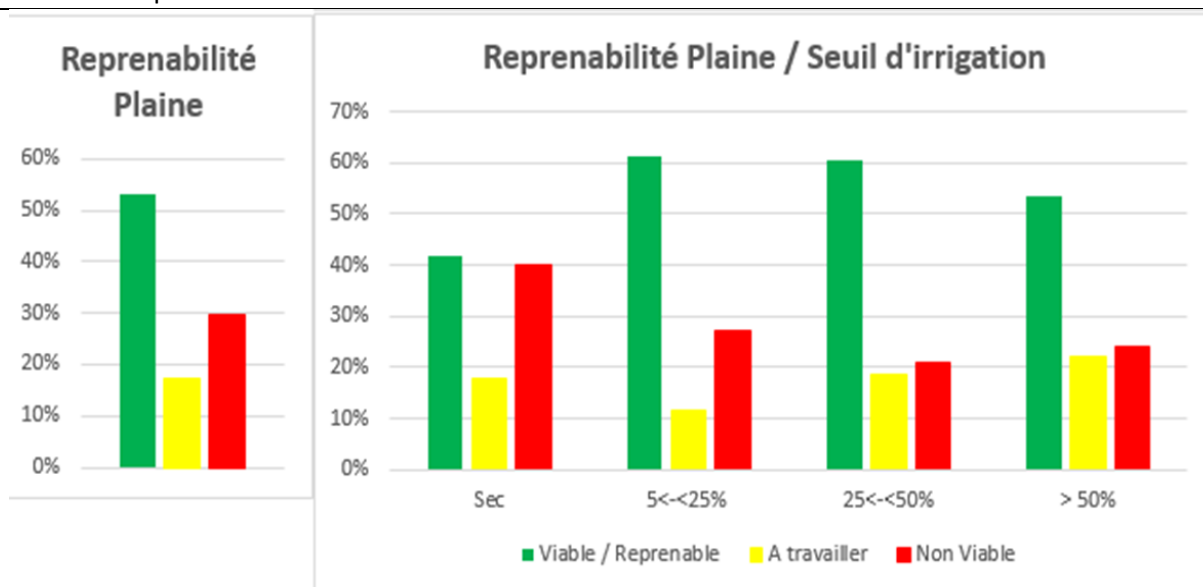
Pour que la transmission de l'outil puisse avoir lieu dans de meilleures conditions, il est alors préférable de recourir à certains outils :

- Donation dans le cadre familial
- Pacte Dutreil sur l'actif professionnel
- Démembrement des parts sociales et de l'immobilier agricole

Points de vigilance et commentaires sur la méthodologie employée

- Cette méthode se base sur la valeur comptable des capitaux propres (qui apparaît dans le bilan). Elle prend donc en compte la Valeur Nette Comptable des immobilisations et non leur valeur vénale (= valeur de marché actuelle).
Une réévaluation des actifs aurait permis d'aboutir à une valeur de capitaux à reprendre plus juste, mais cet exercice n'est pas réalisable à l'échelle de l'échantillon. Cette approche peut donc engendrer une sous-évaluation du capital à reprendre mais a le mérite de confronter directement les potentialités économiques de l'entreprise avec une valeur de reprise.
- Cette approche ne considère pas le foncier en propriété à transmettre s'il n'est pas à l'actif du bilan de l'exploitation, ce qui est habituellement le cas. Le montant de reprise peut donc être potentiellement plus élevé s'il faut ajouter le foncier et les bâtiments d'exploitation.

PLAINE – Reprenabilité



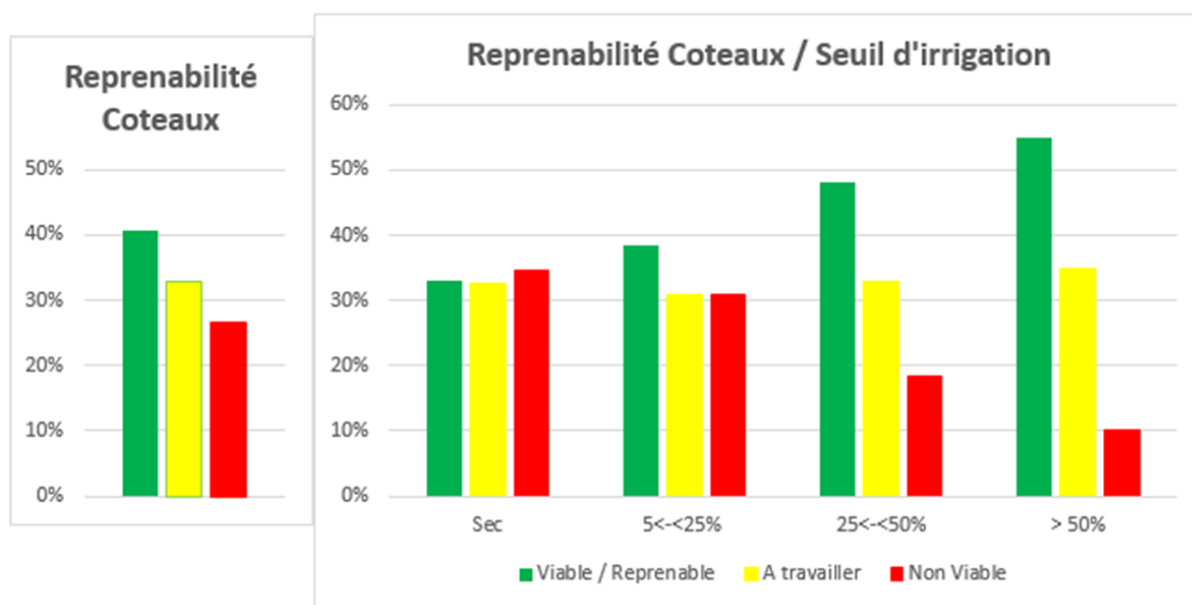
En plaine, 53% des exploitations de l'échantillon sont considérées comme reprenables dans le cadre d'une transaction « standard », et 30% sont jugées non viables.

En sec, les exploitations viables représentent 42% du groupe contre 58% pour l'ensemble des exploitations irriguées.

En parallèle, la part des exploitations non viables régresse avec l'irrigation : 40% en sec, puis 27%-21% et 24% pour les groupes irrigués.

Le groupe « à travailler » représente 17% des entreprises de la Plaine. Ce ratio est à peu près uniforme sur l'ensemble des exploitations, sauf chez les « >50% », car le montant des capitaux à reprendre est en moyenne plus élevé.

L'évolution de la taille des exploitations se traduit par une augmentation des capitaux professionnels à reprendre, ce qui pénalise mécaniquement une reprise en dehors du cadre familial. C'est un point de vigilance à observer à l'avenir.

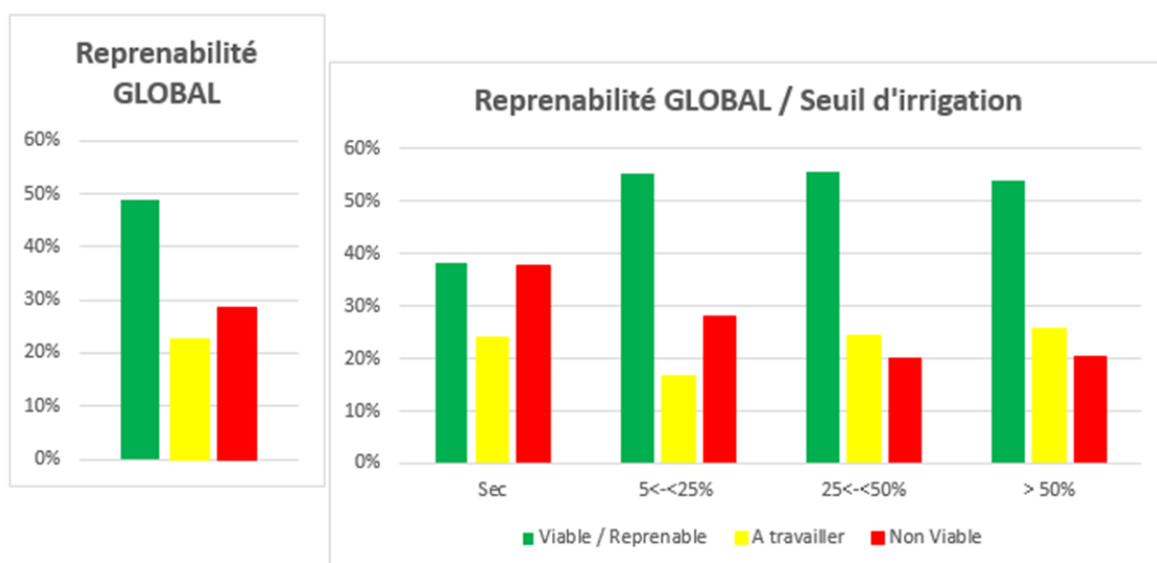


41% des exploitations sont considérées comme reprenables en l'état dans les coteaux, soit 12% de moins qu'en plaine. Or, la part d'exploitations non viables est également en-deçà de celle observée en plaine : 27% contre 30%. La différence s'explique par la proportion de cessions dites « à travailler » qui représente 1/3 de la population dans les coteaux alors qu'elle est deux fois moins importante en plaine.

L'observation par tranche d'irrigation constate une progression de la part d'exploitations reprenables avec le recours à l'irrigation. Dans le même temps, la proportion d'exploitations répertoriées comme non viable décroît.

Le nombre d'exploitations avec une reprise à travailler augmente légèrement avec l'irrigation, mais on relève surtout le niveau élevé de cette catégorie au sein de tous les groupes.

Autre constat assez préoccupant que l'on peut retirer de cette approche : en sec, dans les coteaux, les exploitations non viables sont plus nombreuses que les exploitations reprenables.



A l'échelle du territoire, près de la moitié des exploitations sont reprenables dans le cadre de leur dynamique passée, tandis que pour 29% d'entre elles, une reprise n'est pas envisageable.

La proportion des exploitations reprenables et non reprenables est identique chez les non irrigants : 38%.

La part des exploitations reprenables par le biais de leur seule activité passe à 55% chez les irrigants, tous groupes confondus. On ne constate pas d'amélioration de ce critère avec un recours plus important à l'irrigation.

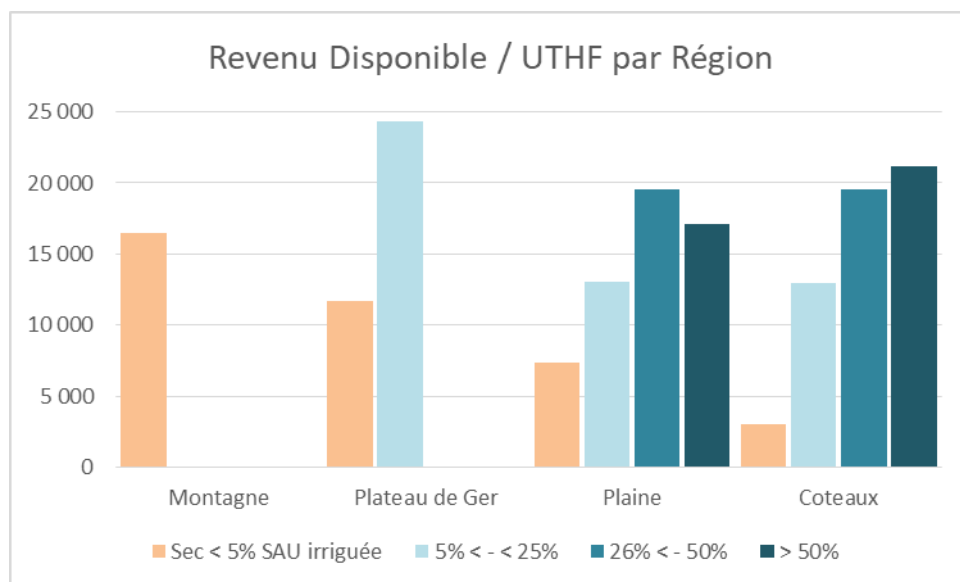
En revanche, on voit nettement que la proportion des exploitations non viables s'atténue avec l'irrigation.

Comme évoqué précédemment, les capitaux d'entreprise et la dynamique d'investissement ont tendance à progresser avec le recours à l'irrigation. De ce fait, même avec un revenu disponible plus important en moyenne, la part de reprises à travailler augmente : on passe de 17% dans la tranche [5% < - < 25%] à 26% chez les [> 50%], car la reprise d'exploitation de ce type (très irrigante, avec capitaux moyens à élevés) par un JA hors cadre familial est financièrement très compliquée.

IV/ CONCLUSIONS

Le territoire du bassin de l'Adour en amont d'Aire est vaste et hétérogène.

Il a été nécessaire de le diviser en 4 petites régions car elles ont des caractéristiques pédoclimatiques propres qui influent sur les pratiques agricoles, le potentiel de production et donc les résultats économiques des exploitations.



PIEMONT - MONTAGNE

L'absence d'exploitations irrigantes sur ce secteur n'a pas permis de comparaison entre exploitations irriguées et non irriguées.

Le revenu disponible moyen par UTHF est le plus élevé des 4 régions. La valeur ajoutée moyenne négative révèle que cette situation n'est pas le fruit de pratiques ou de productions particulières mais la conséquence de l'orientation de la PAC vers le verdissement (convergence des DPB, prise en compte des estives et revalorisation de l'ICHN).

PLATEAU DE GER

Seulement 2 exploitations irrigantes sur ce secteur. Par conséquent le comparatif n'est pas viable statistiquement -> données non présentées.

Le focus sur les cultures sous contrat (8 exploitations concernées sur le plateau) permet de mettre en perspective la rentabilité supplémentaire conférée par ces productions. La présence de cultures sous contrat sans irrigation renforce le côté particulier du plateau dont les caractéristiques du sol lui évitent ces investissements alors que les productions sont sécurisées grâce à une RFU intéressante.

- ➔ Les données économiques obtenues en Piémont-Montagne et sur le plateau de Ger justifient la segmentation de l'étude en 4 secteurs homogènes. Ces territoires, peu irrigants, disposent de conditions pédoclimatiques ou de contextes favorisés par des aides qui biaiserait la comparaison entre exploitations irrigantes et non irrigantes sur l'ensemble du territoire.

PLAINE

On note une bonne représentativité de l'irrigation dans l'échantillon (171 exploitations sur un total de 254), ce qui garantit la fiabilité statistique.

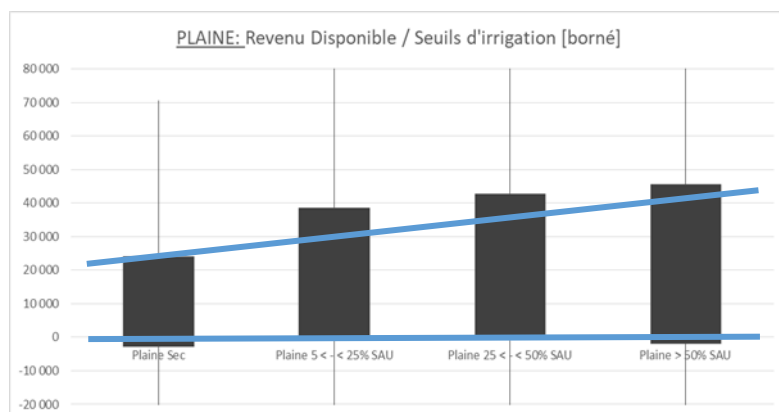
Les grandes cultures sont la production principale du secteur, et leur poids s'accroît avec l'accès à l'eau.

L'effet « taille » est très marqué en plaine : plus les exploitations irriguent et plus la SAU et l'EBE générée sont importants.

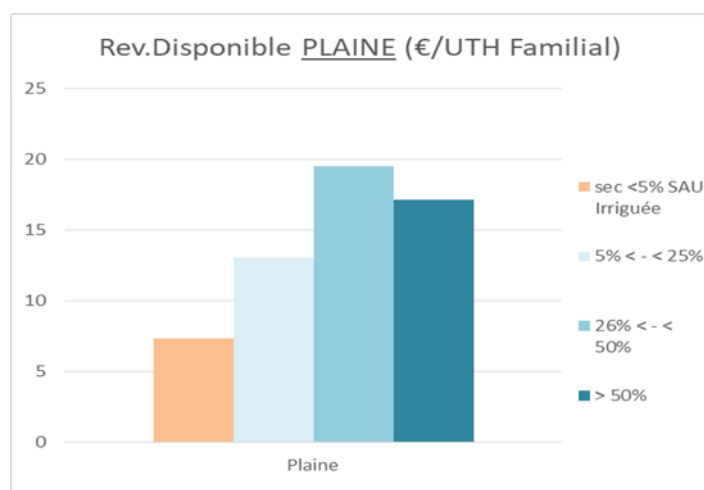
On note un plafond de rentabilité au stade [SAU Irrig > 50% SAU Totale] pour les raisons développées précédemment :

- Ajustement de l'assolement à la PAC en vigueur et introduction de cultures bien rentables
- Convergence des DPB
- Investissements conséquents suite à des agrandissements et/ou la spécialisation dans une production (maïs), alors qu'on introduit une diversité d'assolement

Le diagramme ci-dessous présente les revenus disponibles des exploitations du secteur plaine : le carré foncé représente 50% des exploitations de chaque groupe d'irrigation.



L'irrigation permet d'optimiser le revenu disponible dégagé, mais ne garantit pas un plancher de revenu disponible plus confortable.



Le Revenu Disponible oscille entre : - 7 300 €/an en Sec et -19 500 €/an dans la tranche [25-50%].

Les indicateurs économiques et de santé financière présentent les mêmes tendances en spécialisation Grandes Cultures.

Les cultures sous contrat apportent un surcroît de rentabilité, mais l'effet est très perceptible lorsque la proportion de cultures sous contrat dépasse les 25% de la SAU.

En termes de reprenabilité, 42% des entreprises en sec sont considérées comme viables dans le cadre d'un rachat tandis que la proportion s'élève à 58% pour l'ensemble des exploitations irriguées. La balance se fait avec le nombre d'exploitations non viables : 40% en sec contre une moyenne de 24% en irrigué. Et la part des reprises à travailler progresse légèrement et logiquement en raison du capital à reprendre.

COTEAUX

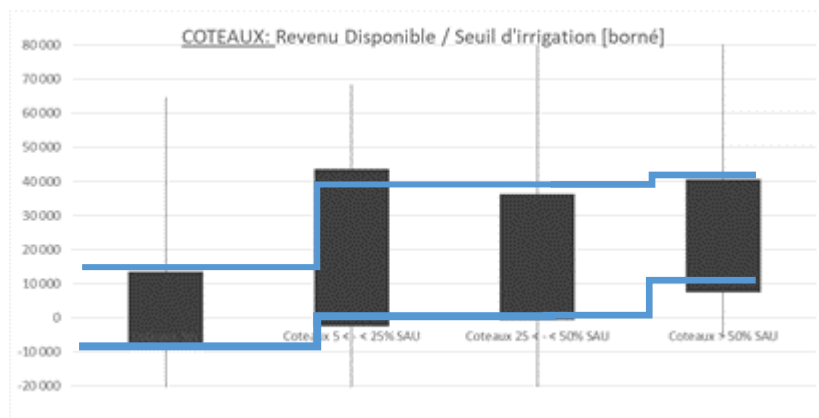
57% des exploitations de la population des coteaux ont recours à l'irrigation. Ce secteur présente une diversité accrue des productions en sec, puis une « dualité » grandes cultures - viticulture dans la 1^{ère} tranche d'irrigation et des grandes cultures qui deviennent prépondérantes avec l'irrigation.

L'effet « taille » est également présent dans les coteaux mais il plafonne rapidement.

La rentabilité s'apprécie avec le recours à l'irrigation (évolution de l'EBE et de l'EBE/ha), mais on observe encore un recul chez les plus irrigants.

Dans ce groupe (SAU irriguées >50% de la SAU), le revenu disponible reste élevé grâce aux faibles annuités qu'il présente.

Le diagramme des revenus disponibles des exploitations du secteur coteaux

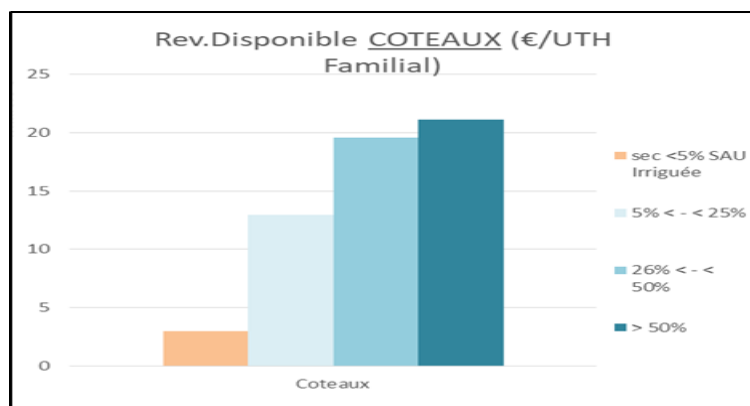


La progression n'est pas aussi linéaire qu'en plaine :

- Le Revenu disponible marque une différence nette entre sec et irrigué, mais pas d'amélioration probante avec l'évolution des surfaces irriguées

- En revanche, le seuil « bas » pour 50% des exploitations s'apprécie nettement avec le recours à l'irrigation

➔ Sécurisation du revenu



Le Revenu Disponible oscille entre

- 3 000 €/an en Sec et
- 21 100 € dans la tranche [>50%]

Le focus en grandes cultures met en évidence que l'irrigation ne profite pas aux seules exploitations spécialisées en céréales mais participe à la production alimentaire des ateliers animaux, et donc sécurise leur marge en bornant le coût de la ration.

Les cultures sous contrat permettent une augmentation du revenu disponible moyen de plus de 60%.

En termes de reprenabilité, 33% des entreprises en sec sont considérées comme viables dans le cadre d'un rachat tandis que la proportion s'élève à 48% pour l'ensemble des exploitations irriguées.

Le capital d'exploitation, plus important qu'en plaine, engendre une base de reprises à travailler dépassant les 30%

Enfin, les entreprises non viables représentent 35% de l'échantillon sec (elles sont plus nombreuses que les viables en sec) contre 19% pour l'ensemble des irriguées.

ANNEXES

Campagne 2019

Marges Brutes Campagne 2019

| | Maïs Grain Sec | Maïs Grain Irrigué | Maïs Semence | Maïs Doux | Tournesol | Soja | Blé | Orge | Colza |
|---------------------------|-------------------|-----------------------|-----------------|--------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Rendement (T/ha) | 8.8 | 12.1 | | 20.8 | 2.6 | 3.2 | 5.4 | 4.4 | 2.9 |
| Prix (€/T) | 132 | 131 | 3 934 | 89 | 332 | 312 | 154 | 143 | 325 |
| Indemnités | 35 | 31 | 52 | 21 | 5 | 1 | 3 | 9 | 12 |
| PAC (Aide couplée) | | | | | | 62 | | | |
| Produit Brut | 1 197 | 1 616 | 3 986 | 1 872 | 868 | 1 061 | 835 | 638 | 955 |
| Engrais | 253 | 340 | 435 | 372 | 130 | 101 | 229 | 186 | 215 |
| Semences | 157 | 175 | | | 96 | 173 | 140 | 111 | 56 |
| Pdts défense | 115 | 98 | 196 | 105 | 127 | 93 | 140 | 71 | 114 |
| Energie Irrigation | 0 | 142 | 155 | 128 | 0 | 109 | 0 | 0 | 0 |
| Assurance | 33 | 50 | 124 | 95 | 40 | 35 | 0 | 0 | 29 |
| Travaux par tiers (réco) | 102 | 93 | 355 | 0 | 106 | 106 | 123 | 114 | 107 |
| Main d'Œuvre | | | 463 | | | | | | |
| Divers | | | 104 | | | | | | |
| Charges Opé. | 660 | 898 | 1 832 | 700 | 499 | 617 | 632 | 482 | 521 |
| Marge Brute (€/ha) | 537 | 718 | 2 154 | 1 172 | 369 | 444 | 203 | 156 | 434 |

Commentaires

Prix de vente nets des
frais de séchage

Attention: pas de prise en compte
de la paille récupérée (utilisée ou revendue)
1ha: 2-3T de paille x 30€/T

! Représentativité!:
Très peu d'ha
représentés (~70)